Le journal de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

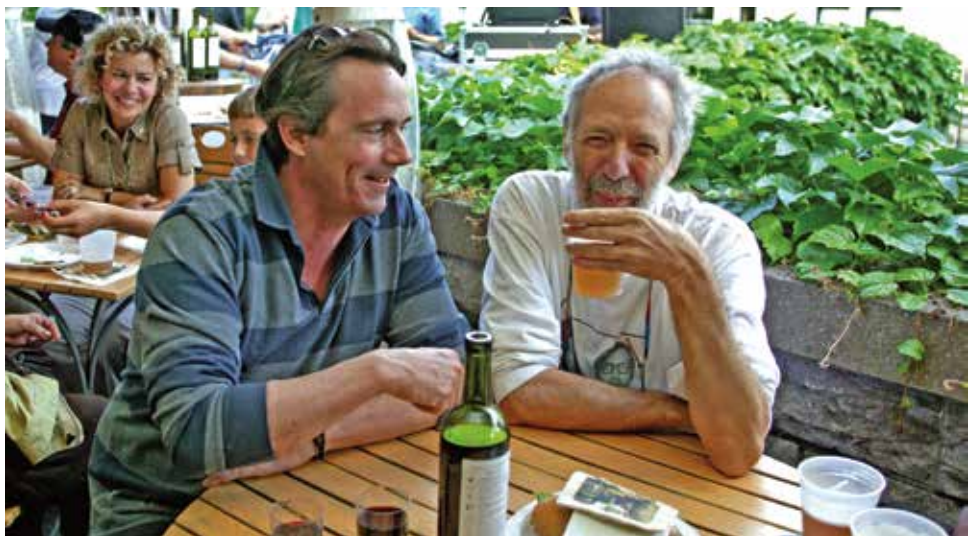
Le Patriote

AU SERVICE DE LA NATION

Volume 14, numéro 2 – octobre 2014



Marche du 1er juillet 2014 pour une république du Québec, au carré Saint-Louis de Montréal. Organisée par le Carré bleu, avec entre autres l'appui de la SSJB. (Photo : Lorraine Bissonnette)



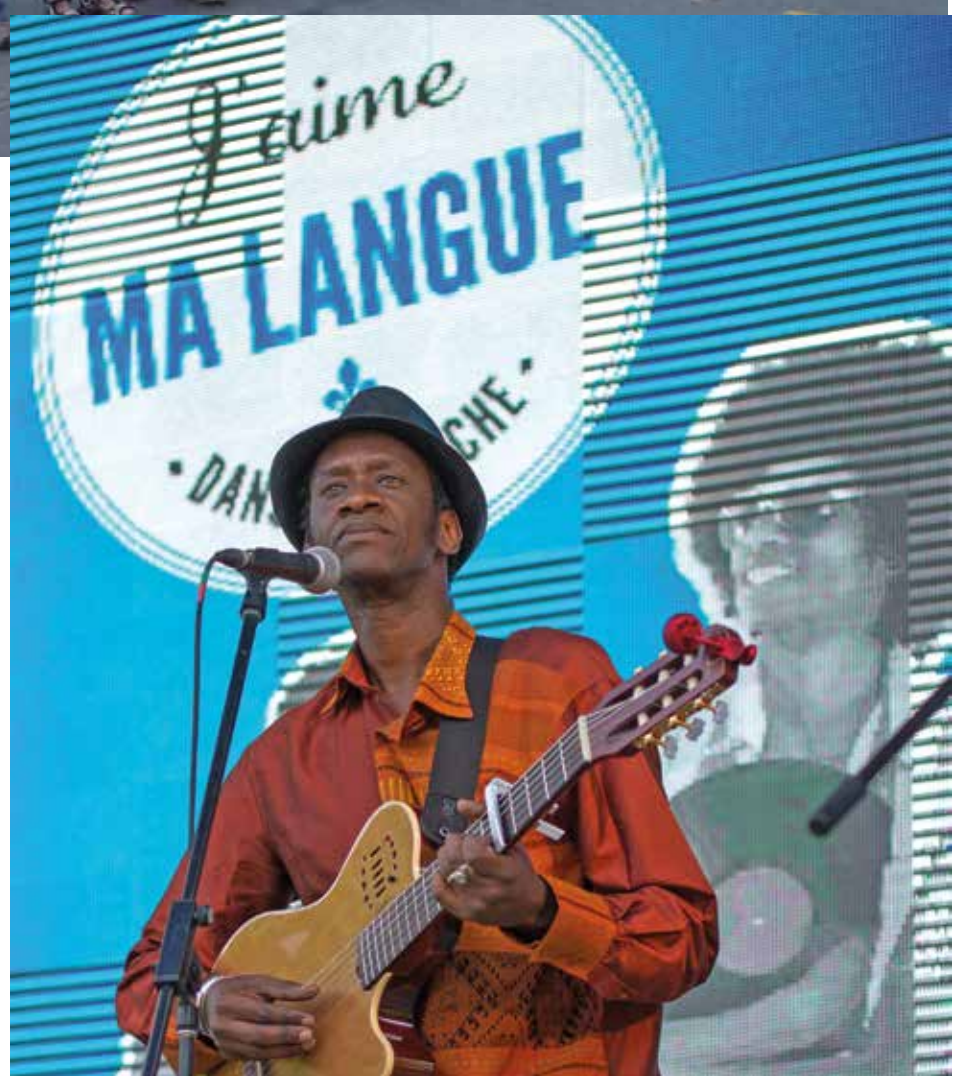
Pierre-Karl Péladeau en compagnie de Pierre Falardeau. En page 11, Pierre Schneider nous parle de l'ami Falardeau, décédé il y a cinq ans (déjà !). (Photo : Jean-Daniel Cossette, droits réservés.)



Notre président chez les Catalans et les Écossais !

Lors d'une conférence tenue le 5 septembre dernier en présence de Bernard Landry, il a été annoncé que Maxime Laporte, président général de la SSJB de Montréal et du réseau Cap sur l'indépendance, était officiellement le seul leader indépendantiste de la société civile québécoise à traverser l'Atlantique pour prendre part aux actions indépendantistes catalanes et au référendum écossais qui se tiennent cet automne. Pour une bonne partie de son périple européen, Maxime Laporte a décidé de se joindre à la « Mission : Faire lever le vent » qui travaille à tisser des liens avec des organisations citoyennes d'Écosse et de Catalogne, en plus d'observer et d'étudier les enjeux politiques liés à ces mouvements d'émancipation nationale.

Le 11 septembre, à Barcelone, la délégation de jeunes Québécois avait une place de choix dans le grand « V », où près de deux millions de Catalanes et Catalans ont exprimé leur désir d'autodétermination. Tout au long de son périple, notre président aura multiplié les rencontres. Il était aussi l'un des invités du *Modern Security Consulting Group* (MOSECON) à Berlin, où, dans le cadre d'un « luncheon », il s'est entretenu sur l'expérience référendaire québécoise, aux côtés de représentants écossais, catalans et kurdes. Puis le 18 septembre, il s'est joint aux membres du *Scottish National Party* pour le dévoilement des résultats du référendum écossais.



L'événement *J'aime ma langue dans ta bouche* se tenait le 21 juin dernier au parc Kent, dans Côte-des-Neiges. On aperçoit sur la photo l'artiste Oumar N'Diaye. À voir à la page 8. (Photo : Mathieu Breton)

SOMMAIRE

Vers la disparition tranquille ?	2
Chronique d'un démarcheur	2
Le Mot du président	3
Roger Varin à la SSJB	4
Entrevue avec Tania Longpré	5
Hommage à Félix Leclerc	6
L'indépendance grecque et les journaux patriotes du Bas-Canada	7
La loi sur la clarté	8
La république assassinée des Métis	9
Il y a 50 ans à Toronto, Radio-Canada entrait en ondes…	10
Le mot juste… pour l'amour du français	12
La Presse : journal d'information ou de propagande ?	13
Notre génération n'a pas fini de surprendre	14
Un été sous fond de tempête (linguistique)… dans un verre d'eau !	15

Envois publications — Publication mail 40009183

Porter la liberté est la seule charge qui redresse bien le dos.

— Patrick Chamoiseau, écrivain français

Des Québécois sans fierté, ni passion

Vers la disparition tranquille?

par Didier Calmels



Défilé de la Fête nationale, à Montréal. (photo : Mathieu Breton)

Longtemps au Québec, plusieurs ont pensé que l'établissement du français comme langue commune était réussi, que le français était une langue de référence avec laquelle toutes les cultures pouvaient s'unir et partager. Ils croyaient que c'était ancré dans notre vie quotidienne, dans nos habitudes, tant à la maison qu'à l'épicerie ou à notre travail. Depuis quelques années, leur référence, ce lieu de rassemblement commun vacille. Les assises du Québec français tremblent, oscillent et se fissurent.

Le Québec des années 1980, 1990 et début 2000 où le français unissait les Québécois de tous horizons semble maintenant n'être qu'un souvenir, qu'une parenthèse ou un début de quelque chose qui n'a pas abouti. Durant cette période, il y avait une fierté d'être et d'intégrer en français. Nous nous étions enfin débarrassé de ce sentiment d'infériorité lié à notre statut particulier en Amérique du Nord. Nous avions quitté cette époque où on nous disait incapable de diriger de grandes entreprises. Le Québec inc. était en plein essor. Nous avions pris les rênes de notre économie, de notre culture et de notre éducation. Pour une fois, notre avenir nous l'avions entre nos mains.

Pensant probablement qu'on en avait fait assez et que maintenant ce qu'on avait gagné était acquis, que plus personne ne nous enlèverait nos gains et nos victoires en tant que peuple, on a baissé la garde. Ne ressentant plus le besoin de nous battre, de nous défendre, nous avons rebroussé chemin et sommes retournés dans nos terres. Puis, au fil des années, tranquillement, on a vu renaître des situations et comportements qu'on croyait révolus, qui étaient caractéristiques d'une autre époque. En baissant la garde, l'unilinguisme anglais et le bilinguisme ont repris de la vigueur. Ce qu'ont connu et combattu nos parents et grands-parents, renaît de ses cendres. Se faire répondre en anglais dans une entreprise, chose qu'on croyait du passé et obsolète, est devenu chose courante à Montréal et dans certains secteurs de Laval, de l'Outaouais et de l'Estrie. Le bilinguisme aussi redevient une exigence pour la majorité des emplois. Dans l'affichage, dans les publicités et les dénominations sociales, le bilinguisme est redevenu d'usage. Certaines entreprises comme Canadian Tire, IGA, Provigo et Winners, pour ne nommer que celles-là, affichent maintenant dans leurs magasins en français et en anglais. Et il y a aussi cette mode du *franglais* qui déferle comme une gigantesque vague sur le Québec. Certains ne sont plus capables de faire une phrase sans y incorporer un ou deux mots en anglais, si ce ne sont pas des expressions au complet. Cette mode est tellement ancrée et entrée dans les habitudes que ces *franglais* finissent par oublier certains termes français.

Et comment réagit la majorité des Québécois face à ce retour de l'anglais comme ciment commun, comme lien linguistique entre les communautés qui petit à petit remplace le français? Avec indifférence. Même certaines fois, on en demande plus. Toujours plus d'anglais. Ce que le Québec a créé pendant plusieurs décennies est en train de sombrer et au lieu de se lever, de revenir au combat, on baisse les bras. On agit comme si le fait d'avoir été maîtres de notre sort, de notre croissance et de notre développement nous avait fait peur, que tout cela était trop gros pour nous. Le message que cela lance est que vraisemblablement, le temps est maintenant venu de se rallier, de s'oublier et de cesser le combat que l'on mène pour notre survivance en Amérique du Nord depuis la conquête anglaise de 1759.

Bien des gens, croient que se battre pour notre culture, notre langue et notre différence en Amérique, est un combat du passé. Et qu'en fait, à l'ère de la mondialisation, on ne peut rien y faire, ça ne sert à rien de se battre, car le monde est de plus en plus interrelié, proche, en partage constant et similaire. Il faut s'ouvrir à la mondialisation. L'ouverture, en effet, mais à quoi? Malheureusement, mondialisation rime trop souvent avec anglicisation et monoculture américaine. La mondialisation devrait plutôt être la rencontre des diversités. En cela, la bataille des Québécois est toujours d'actualité et très loin d'être passéiste. Par sa différence, le Québec contribue à la diversité du monde. S'ouvrir au monde, découvrir l'autre, comprendre ses us et coutumes, sa façon de penser, d'agir et de vivre, sous-entend que l'autre a sa culture propre, une langue et une tradition différentes des nôtres. Découvrir les différences et ressemblances de l'autre, apprendre et transmettre, c'est ça la magie de la mondialisation. Et non pas un moyen pour l'anglais et la culture américaine de proliférer et prendre la place des différentes cultures.

Pour combattre, il faut être fier de ce qu'on est et des réalisations de son peuple. Pour s'inscrire dans cet univers mondialisé, il faut être fort, se tenir debout et être fier de ses différences, de sa culture et sa langue. La fierté, c'est ce qui manque depuis quelque temps aux Québécois. Leur manque de combativité face au retour à vitesse grand V de l'anglais est le résultat de la perte de fierté. Ceux qui ont déjà été portés par cette fierté ne sont plus capables de la retrouver ou bien n'ont pas le goût ou ne trouvent plus de passion pour le Québec. Non seulement certains ont perdu cette fierté, mais elle n'est aussi plus transmise. La fierté ça s'acquiert, mais surtout ça se transmet. Tant les autorités que les parents n'ont pas su la transférer à la nouvelle génération. Alors d'un côté, il y a les parents désabusés ayant perdu la passion, la confiance et l'amour pour leur peuple et de l'autre côté, leurs enfants qui eux n'ont rien reçu de cette passion, des raisons d'être fiers de leur peuple et des raisons pour défendre leur culture et leur langue. Sans ce transfert, pour une majorité de ces jeunes, c'est un combat dépassé qui n'est pas le leur.

Comment raviver la passion et la fierté? Ce n'est pas simple. Cela prend des raisons et des exemples pour être fier. On ne peut pas être fier d'un peuple désabusé, qui souvent se méprise lui-même. Il faut enseigner notre histoire, parler de notre passé, des raisons de nos combats, mais aussi mettre de l'avant l'importance de notre culture et la puissance de notre langue. Il faut montrer que la diversité et la différence ne sont pas un boulet, mais plutôt un atout dans cet univers mondialisé. Il est primordial de faire comprendre que notre différence contribue à ce monde, que notre culture et notre langue enrichissent la planète. Il faut aussi montrer que cela n'empêche en rien l'apprentissage de l'anglais et d'autres langues, et que défendre sa culture et sa langue n'est pas se refermer sur soi, mais s'ouvrir, partager, transmettre et se promouvoir à l'ensemble de la planète. Cela prend aussi des gens qui sauront nous rendre fiers de nous. Cette partie est essentielle. Il faut des femmes et des hommes qui serviront de bougies d'allumage à notre fierté. Cela manque au Québec depuis très longtemps. Trop longtemps. Sans que ces personnes deviennent des sauveurs, il faut qu'elles guident, qu'elles inspirent, qu'elles montrent l'exemple, qu'elles nous passionnent et réveillent la passion de nous-mêmes, de notre peuple. Sans un élan qui vient de nous-mêmes, sans un réveil collectif qui nous sortira de l'indifférence et sans des gens inspirants qui sont capables de rallumer le feu de la passion du Québec, il semble bien que notre descente, notre disparition tranquille se poursuivra. •••

Un mot sur le canadianisme de monsieur Couillard

par Maxime Laporte



En 1832, Louis-Victor Sicotte, l'un des fondateurs de la SSJB, écrivait dans *La Minerve* : *Nulle nation ne veut obéir à une autre pour la raison toute simple qu'aucune nation ne saurait commander à une autre*. Voilà qui serait matière à méditation pour notre premier ministre provincial, Philippe Couillard, qui, sans même dire qu'il nous consultera au préalable, semble vouloir faire du Québec une simple succursale d'Ottawa en signant la loi constitutionnelle de 1982…

De toute évidence, le fédéralisme des libéraux qui, au temps des Lesage, Ryan et Bourassa, consistait à défendre le Québec dans le Canada, n'existe plus. Refusant même de se battre pour les transferts fédéraux en santé, « rapetissant » le ministère québécois des Relations internationales pour en faire un simple secrétariat, monsieur Couillard entend plutôt défendre le Canada dans le Québec.

Comprenons-nous bien, ce comportement politique ne correspond plus à la notion de « fédéralisme ». À mon avis, le terme est même devenu inapproprié. L'on devrait plutôt qualifier de « canadianisme » sinon de « dépendantisme » cet activisme paradoxal et intempestif pour la consécration du *statu quo* qui servira à nous canadianiser davantage et à cadenasser définitivement le Québec. C'est d'ailleurs ce que suggère le professeur Marc Chevrier dans son essai *La République québécoise* : le fédéralisme tel qu'on l'a connu est mort et fait maintenant place à une version plus épurée, le canadianisme.

On touche le fond du baril. Heureusement, on ne peut pas descendre plus bas. Ne reste plus qu'à remonter ! Alors, tournons nos regards vers Édimbourg et Barcelone. Puisse cela nous inspirer à cesser de nous enfoncer ! Québécois, remontons ! •••

MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS

NDLR : Les jeunes démarcheurs font un travail admirable afin de faire connaître le Mouvement Québec français auprès de la population. L'un de ses protagonistes nous écrit.

Chronique d'un démarcheur

par Pascal Thibault

Cela demande aux démarcheurs un optimisme à toute épreuve et beaucoup de courage pour revenir jour après jour sur le terrain car, que ce soit au cours d'une opération de porte-à-porte ou de face-à-face dans les lieux publics, l'adversité est toujours au rendez-vous. Par-dessus les intempéries et la mauvaise humeur de certains passants, s'empile parfois l'indifférence des masses, absorbées dans le stress quotidien de la ville ou encore le discours haineux des démagogues de notre société que nous recrachent au visage les plus malheureux. Dites-vous qu'il ne se passe pas une minute sur le terrain sans que les démarcheurs ne se perçoivent comme des résistants. Car c'est ce qu'ils sont : des militants allant à contre-courant de ce « je-me-moi » ambiant, conscientisant les citoyens de la nécessité d'agir par rapport à une cause. Bravo à eux de rappeler à tous qu'il y a pire que l'ignorance : l'indifférence.

Or, lorsque pour l'amener à agir il faut en appeler d'abord à l'intellect et à la conscience du citoyen plus qu'à son empathie, comme c'est le cas au Mouvement Québec Français, le métier de démarcheur en devient encore plus difficile. Imaginez-vous expliquant à quelqu'un que le français est menacé au Québec, alors que les francophones y sont (encore) majoritaires. La tâche est plutôt ardue. La défense du statut d'une langue dans une société est de plus une cause éminemment politique. Elle demande donc pour l'entériner non seulement une attache émotive, comme bien des Québécois ont pour le français, mais aussi une certaine connaissance des paramètres socio-politiques et historiques ayant engendré la problématique qui la concerne; ce que ne possèdent malheureusement pas tous nos concitoyens. Et si en parler à des intéressés paraît déjà complexe, imaginez-vous maintenant le faire avec des gens mal informés ou avec un anglophone du Québec se sentant opprimé dans une majorité francophone minoritaire dans un Canada et une Amérique du Nord majoritairement anglophone ! Cela me donne le tournis !

Vous vous demandez probablement ce qui nous garde malgré tout si actifs et confiants… C'est simple, ce sont nos membres et nos sympathisants, ainsi que tous ces Québécois conscientisés que nous recrutons tous les jours !

Le Mouvement Québec français n'existe pas que parce qu'il y a à sa base une équipe motivée. Il existe et perdure surtout parce qu'il y a des Québécois qui ont eu foi en d'autres et qui comprennent le contexte précaire et actuel dans lequel évolue notre langue commune. Assez pour soutenir moralement et financièrement leurs pairs qui en ont fait leur devoir de militer à temps plein pour sa préservation. Des Québécois venant de tous horizons et de toutes origines. Et tant qu'ils s'uniront, résolus de faire du français la seule langue officielle au Québec, tout en respectant les autres, le Mouvement continuera à conscientiser la population par ses campagnes et les démarcheurs d'approcher nos concitoyens pour qu'ils soutiennent la cause.

Merci mille fois à ceux et celles qui contribuent déjà, et aux autres qui ne tarderont pas à le faire. Car chaque citoyen faisant de même ajoute à la légitimité qu'a besoin la cause pour être reconnue auprès des gouvernements comme un enjeu, en plus d'accorder au Mouvement et aux démarcheurs la crédibilité nécessaire pour la défendre. •••

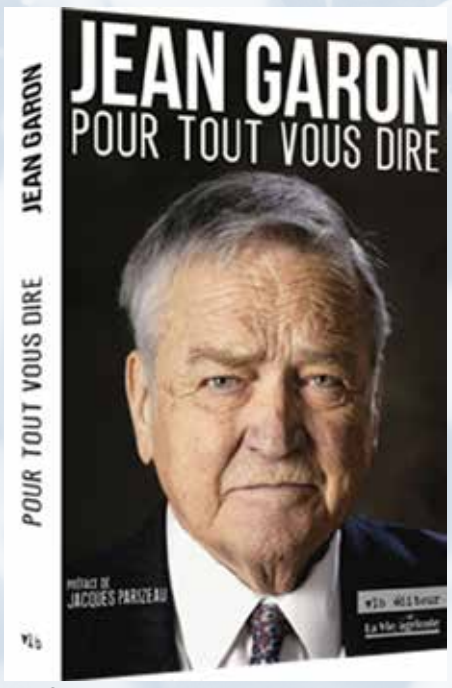
CONVENTION DE LA POSTE – PUBLICATION 40009183
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA
AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3
courriel : journal@ssjb.com

Le mot du président général

La SSJB de Montréal célèbre cette année ses 180 ans

par Maxime Laporte

Cent quatre-vingts ans à défendre les aspirations de notre patrie dans un esprit de liberté. Épris des mêmes idéaux de justice et de démocratie pour lesquels se sont battus les Patriotes et tout particulièrement notre père fondateur, Ludger Duvernay. Nous nous réclamons volontiers de cet héritage qui porte en lui les germes de notre salut. Il faut rendre hommage à toutes ces femmes et tous ces hommes qui, de 1834 à nos jours, ne se sont jamais gênés pour clamer haut et fort *la liberté*, et pour l'incarner par leurs petites ou grandes actions. Tous ces gens, ces porteurs de liberté, sympathisants, bénévoles, officiers, présidents généraux, qui au fil du temps ont su faire avancer notre cause et, comme l'indique la devise de la SSJB, *rendre le peuple meilleur*, tous ces gens méritent notre respect. La Société, c'est nous tous et toutes.



Jean Garon avait publié en 2013 un livre qui fut un succès de librairie.

Tristement, nous avons perdu cet été trois grands hommes qui ont su marquer le Québec. Des patriotes exemplaires qui, chacun à leur manière, avaient à cœur les intérêts du peuple. J'offre encore une fois, en mon nom personnel et au nom de la SSJB, mes plus sincères condoléances aux proches de messieurs Jean Garon, Raymond Gravel et Marcel Masse (médaille *Bene Merenti de Patria* 2012).

Après 180 ans d'existence, il faut croire que notre mouvement a trempé depuis les débuts dans une fontaine de jouvence et de vie. Et je souhaite volontiers incarner cet esprit : que la SSJB soit jeune, sagement jeune, parce que son cœur est idéaliste, et parce que cette sage jeunesse et cet idéalisme nous sont communs à tous et à toutes, peu importe notre âge officiel. Le combat que nous menons, j'insiste, est un combat *intergénérationnel*.

Et pour cause : chaque instant fait se réactualiser notre combat qui est éternellement jeune. Ce combat qu'ont mené autrefois nos ancêtres, ce combat inachevé, mais que nous sommes déterminés à livrer en parachevant le plus tôt possible notre libération. Cette aspiration à la liberté, elle était vraie au temps des Patriotes. Elle n'a pas cessé de l'être en 2014.

Cela devrait nous inspirer pour la suite. En particulier, je crois qu'il faut rompre ce que je vois comme un tabou sur la question de notre devenir en tant que peuple. De ce tabou, découle le supposé désintérêt de la population québécoise vis-à-vis du projet d'indépendance. Ce tabou n'est pas étranger non plus au désengagement et à la déresponsabilisation de nos élites à l'égard du combat national, qui m'apparaissent évidents, en dépit des bonnes intentions... Elle m'énerve, moi, cette espèce de censure qui s'impose à nos esprits, cette camisole de force pour la conscience collective !

C'est comme si l'on avait voulu emprisonner, mettre en boîte l'expression de notre condition politique et historique. Quelqu'un aurait-il, sans que nous le sachions, décrété un *interdit de cité* pour les méchants « séparatisses » que nous sommes ? Un interdit de penser notre avenir national ? Je ne crois pas, pourtant…

Chose certaine, notre cher ami Mario Beaulieu y a sérieusement goûté ces derniers temps, lui qui justement s'efforce avec courage à faire tomber ce tabou en travaillant à ramener sur la place publique le nécessaire débat sur le statut politique du Québec. Cela, on ne peut que le souligner. Si l'on ne s'attaque pas à ce tabou, alors ce sera l'enfoncement définitif de nos cerveaux dans le moulin à viande *canadian*, ce sera la dictature de la mièvrerie, du convenu et de tout ce qui n'est qu'accessoire ou diversion. Ce sera en somme le triomphe définitif du mortifère *statu quo*. Trop parmi nos élites, trop de Québécois y succombent, à ce tabou, à cette peur schizophrénique d'aborder les *vraies* « vraies affaires ». Peut-être est-ce par fatigue politique, comme le pensait Hubert Aquin… En tout cas, la seule solution consiste à libérer la parole.


L'abbé Raymond Gravel.

Bien sûr, le Canada nous inonde de sa propagande de construction identitaire : il continuera d'ailleurs de le faire d'ici 2017 avec les commémorations du 150e de la Confédération, que nous ne manquerons certes pas de dénoncer… Mais Ottawa semble surtout avoir fondé sa stratégie post-référendaire sur le principe de *discrétion* à l'égard de la question québécoise et des enjeux constitutionnels : « ces choses-là ne sont pas importantes, notre priorité c'est l'économie »… Habilement, le gouvernement fédéral s'est camouflé dans le tabou ambiant. Il s'est éloigné des débats. Évidemment, cette situation lui est profitable.

C'est, en quelque sorte, l'omertà. Et le régime d'Ottawa a fait en sorte que nous intériorisions la peur de rompre cette omertà, jusqu'à développer une phobie de toute parole libératrice, « ho ! serait-ce un radical ? », et jusqu'à nous spécialiser dans les réflexes d'évitement. Surtout, on voit l'arbre sans percevoir la forêt. On critique Harper, mais on ne saisit plus vraiment l'architecture du système malsain qui le supporte, lui et ses alliés objectifs : Trudeau, Mulcair, Couillard, etc.

À tout cela, au tabou que nous impose notre condition, je ne vois qu'un seul remède. Une seule formule magique, mais qui n'a rien de magique lorsqu'elle se traduit en Actes. Cette formule, ce remède à notre enserrement moral et politique consiste à se remémorer les mots du patriote Chevalier de Lorimier. Ces mots-lumière sont : « Vive la liberté, vive l'indépendance ! »

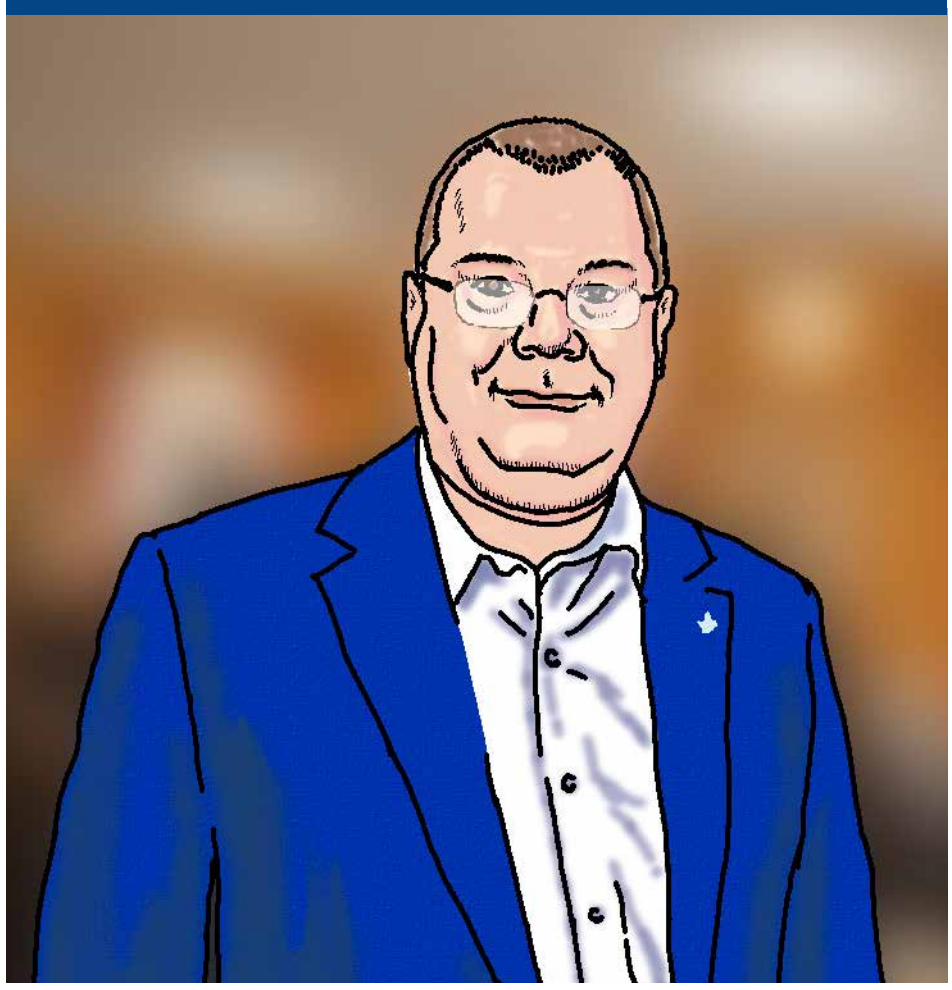
Maintenant, c'est à nous qu'il incombe de traduire en Actes ces mots printaniers, et c'est bien ce que j'entends faire avec toute l'équipe de la SSJB, les militants de toutes les sections, ainsi que nos nombreux partenaires dans tous les secteurs de la société.

Vous verrez que l'automne 2014 sera un automne extrêmement chargé pour la SSJB et l'ensemble du mouvement indépendantiste, au Québec comme à l'international. Mobilisons-nous ! Engageons-nous, que ce soit en termes de temps, d'énergie ou d'argent ! Soyons de tous les débats ! Surtout, gardons le moral et maintenons le cap sur l'indépendance ! Nous nous montrerons ainsi dignes de ceux et celles qui, depuis 180 ans, ont fait de la SSJB la grande institution qu'elle est aujourd'hui. •••


Le comédien Julien Poulin, qui venait de faire la lecture du testament de Chevalier de Lorimier, photographié ici avec Maxime Laporte. (Photo d'Olivier Jean, *Rue Frontenac*, 23 mai 2011)


Sur cette photo, on reconnaît l'historien Denis Vaugeois, Mario Beaulieu, Marcel Masse et son épouse Cécile Martin, ainsi que l'historien Robert Comeau, lors de la remise de la médaille *Bene Merenti de Patria* à monsieur Masse, le 24 juillet 2012.

Le nouveau chef du Bloc Québécois


Pierre Dagesse

Bonne chance à Mario Beaulieu

NOTRE HISTOIRE

Roger Varin à la SSJB
une présence de courte durée

par Jean-Pierre Durand

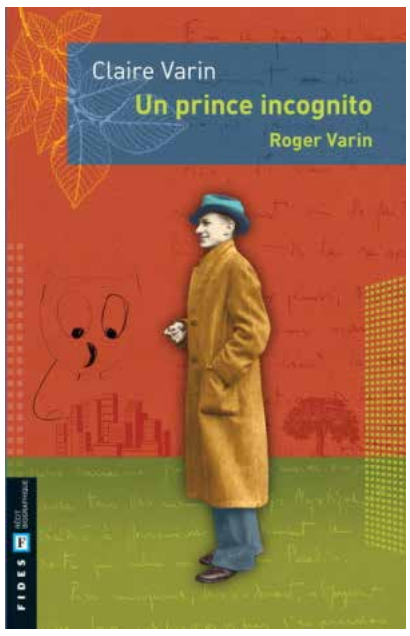
Le parcours de vie de Roger Varin (1917-2007) va bien au-delà de son seul passage – au demeurant fort court, pour ne pas dire écourté – à la SSJB de Montréal, dans les années d'après-guerre, même si vous comprendrez aisément que nous insistions ici sur cet aspect. D'emblée, il faut vous dire que j'ai lu avec ravissement la biographie que consacre Claire Varin à son père, intitulée ***Un prince incognito – Roger Varin***. Paru chez Fides, en 2012, ce livre – excusez le cliché – se lit comme un roman et je ne saurais trop vous le recommander.

Roger Varin a été tour à tour animateur social, journaliste et homme de théâtre. Il a milité à la Jeunesse étudiante catholique, puis à la Jeunesse agricole catholique; il a cofondé, avec le père Émile Legault, la troupe des Compagnons de Saint Laurent; il a été l'un des instigateurs de la Ligue pour la Défense du Canada (contre la conscription) avec Michel Chartrand et ce riche curriculum ne se veut nullement exhaustif, croyez-moi. Bref, il a été un homme exceptionnel. Les lecteurs de 50 ans et plus retrouveront avec plaisir bien des acteurs connus dans ce livre, comme Jacques Languirand, Pauline Julien, Gaston Miron et combien d'autres, mais les plus jeunes, comme les cégépiens, ne seront pas en reste et découvriront un homme bien moderne en cette époque pourtant trempée dans l'eau bénite.

Dès les premières pages du livre, Claire Varin s'adresse à son père, comme si, du haut du ciel où l'on suppose qu'il est allé, il pouvait l'entendre. Elle travaille sur « son cas », comme elle dit, pour mieux le connaître et le faire connaître, à partir des carnets qu'il a laissés, de ses textes et de sa correspondance, ainsi que des confidences de celui-ci recueillies de son vivant et des témoignages de ceux qui l'ont connu. Même si on sent le profond attachement filial de l'auteure pour son père, c'est tout à l'honneur de Claire Varin de ne jamais verser dans l'hagiographie primaire. Si elle écrit : *Père, héros de mon récit, tu as des qualités.* Elle peut aussi dire quelques lignes plus loin: *Roger, héros de mon livre, tu as des défauts.* Et c'est entre autres ce qui fait le charme de ce portrait.

Concernant son arrivée à la SSJB en 1946, il faut savoir que Varin s'était fait avantageusement connaître dans la bataille contre la conscription et c'est donc en connaissance de cause qu'on lui propose le poste de chef du secrétariat de notre Société nationale. C'est le notaire Louis-Athanase Fréchette qui le recrute à ce poste et lui confie en quelque sorte le mandat de « dépoussiérer » la SSJB. Le jeune Varin – il n'a pas encore trente ans – n'a pas froid aux yeux et va s'employer à la tâche avec brio et entrain. Entre autres réalisations à son actif, il proposera qu'au feu de la Saint-Jean-Baptiste de 1946 succède une procession aux flambeaux. C'est un succès. Varin agira aussi comme secrétaire général de la Fédération des SSJB du Canada. Mais son embauche sera de courte durée.

L'année d'après, lors du défilé concocté par Roger Varin, le saint patron des Canadiens français n'est pas personnifié par un enfant en chair et en os comme pour les années précédentes, mais plutôt par une illustration magnifique… et en carton ! Cela déplaît à plusieurs et le Conseil général de la SSJB tiendra Varin responsable de cet « échec » relatif, au point d'envisager de le congédier. Finalement, Varin offrira plutôt sa démission. Selon Claire Varin, derrière cette action hostile à son père, se profile probablement l'ombre de Roger Duhamel. L'auteure, sans chercher à s'étendre *sur les rivalités, les factions, le grenouillage propre aux groupes humains* (et la SSJB n'en est pas plus vertueuse que quiconque à ce chapitre), rapporte d'ailleurs les paroles de sa mère, l'épouse de Roger Varin, qui soupçonne l'inimitié de certains à la SSJB à l'endroit de son mari, notamment Duhamel: *Ton père a institué le Prêt d'honneur, mais il n'est pas reconnu pour ça, car il ne prenait pas l'avant-scène. (…) Il a coupé trop vite avec la tradition. (…) Pauvre Roger, il débarque tout nouveau dans une société déjà vieille ! Il chamboulait tout sans prendre le soin de ménager les susceptibilités. Il n'était soutenu par à peu près personne, sauf Fréchette et Tremblay. Il ne prenait pas le temps de se faire valoir.* (NDLR : Le texte fait bien entendu référence à Louis-Athanase Fréchette, Arthur Tremblay et Roger Duhamel, qui furent à un moment ou à un autre de l'histoire de la SSJB président ou directeur au sein du Conseil général.)



Après lecture, j'ai trouvé pour le moins dommage que la SSJB n'ait pas su reconnaître la valeur réelle de cet homme et le retenir plus longtemps à son service. Qui sait alors ce qu'il aurait pu nous apporter… Mais la vie est ainsi faite et Roger Varin poursuivra ailleurs sa carrière et relèvera d'autres défis.

L'écrivain Stanley Péan a écrit à propos de ce livre : *Avec admiration, certes, mais sans complaisance, dans cette écriture d'une élégance rare, Claire Varin raconte la vie de son père et de sa mère. Ce faisant, elle donne à voir un pays oscillant entre son attachement aux valeurs traditionnelles chrétiennes et sa soif de modernité, un pays qui ne demande qu'à éclore comme un bouquet de fleurs de lys abreuvé d'idées neuves et de grandes espérances.* C'est tout dire. Gâtez-vous et procurez-vous ce livre ! •••



Sur cette photo, on voit Roger Varin (le jeune homme au centre, portant des lunettes), lors d'une réunion de la SSJB, à Trois-Rivières, assis à la droite de l'évêque de Trois-Rivières, Mgr Pelletier, en 1946 ou 1947. (Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal, fonds Roger Varin et Jacqueline Rathé (P856).)

Solidarité Québec-Kabylie-Catalogne

Le 19 avril dernier se tenait, au théâtre Le National à Montréal, le ***Printemps de la solidarité Québec-Kabylie-Catalogne***. Lors de ce rassemblement-spectacle, des présentations sur l'enjeu de l'autodétermination de ces peuples furent ponctuées de prestations musicales d'artistes engagés, parmi lesquels Hamid Ouchene, Alexandre Belliard, Hakim Kaci, Zahia Belaid, Cyrille Racine, Maxime Lavallée-Lang, Tafsut, Lyne Cadieux… Il y eut aussi un numéro catalan montrant une pyramide humaine présenté par les Casteliers de Montréal. Ont pris entre autres la parole, Yasmina Oubouzar, porte-parole du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK) en France; Agusti Nicolau-Coll, vice-président du Cercle culturel catalan et Maxime Laporte.



Le groupe de danse kabyle Tafsut de Montréal. (Photo : Mathieu Breton)



Maxime Laporte prenant la parole lors du rassemblement. (Photo : Mathieu Breton)



La pyramide humaine des Casteliers de Montréal. (Photo : Mathieu Breton)

ENTREVUE avec Tania Longpré

Enseignante en francisation cherche solutions



NDLR : Tania Longpré est enseignante en francisation aux adultes à la Commission scolaire de Montréal. On lui doit aussi l'écriture d'un essai remarqué et encensé, intitulé *Québec cherche Québécois pour relation à long terme et plus,* paru chez Stanké en 2013.

Bonjour Tania. En premier lieu, aussi bien vider mon sac, j'ai adoré ton livre. Le propos est clair, direct et étoffé. Ce livre est d'autant plus louable et salutaire que la question de l'immigration, comme elle se pose de façon particulière au Québec, est un sujet périlleux, parfois tabou. Or, il ne devrait pas en être ainsi. Mais on dirait que certaines personnes s'évertuent à ce qu'on se sente coupable même d'oser l'aborder. Ce malaise face à la question devrait pourtant laisser place à une réflexion approfondie du sujet, si on veut poser un diagnostic lucide de la situation et savoir ce qu'il en retourne. Dans ton essai, l'une des premières phrases donne le ton : *Nous sommes incapables d'assurer l'intégration pleine et entière de nos nouveaux arrivants.* Qu'est-ce qui t'a motivée à aborder un tel sujet et sentais-tu au départ qu'il y avait un quelconque risque – professionnel et/ou politique – à le faire ?

D'abord, merci de me donner la chance de faire cette entrevue avec vous. Merci aussi pour les bons commentaires sur mon livre, ça me fait vraiment plaisir. Puisque je suis enseignante en francisation des immigrants depuis près de sept ans maintenant, je me rendais compte depuis le début qu'il y avait plusieurs lacunes ou manques à gagner dans la formation linguistique des immigrants et dans l'intégration en général (qu'elle soit linguistique, certes, mais aussi économique, culturelle et sociale). Un soir, un ami cher m'a suggéré d'écrire un texte dans *la Presse* concernant la loi 101 au cégep et les nouveaux arrivants. Dès sa publication, quelques jours après, mon ami m'a suggéré d'écrire un livre. D'aussi loin que je me souvienne, j'ai toujours voulu écrire des livres. Par contre, je pensais écrire des romans policiers ! Les choses ont changé, disons comme ça. J'ai continué à écrire plusieurs textes dans les journaux (*La Presse* et *Le Devoir*) et j'ai publié mon livre en février 2013. Je ne sentais pas qu'il y avait des « risques ». Moi, quand je dénonce quelque chose, c'est en espérant que les choses changent pour le mieux. Quand je prends la plume, c'est une demande que je fais. Au fond, j'espère que ceux qui peuvent changer les choses le feront. Ma motivation principale, c'était de parler de l'intégration des immigrants, qu'on aborde les problématiques, que la société trouve des solutions, une façon pour moi de mettre de la lumière sur des situations méconnues. Je n'ai jamais peur de ce que je pense, je fonce toujours un peu la tête baissée. Que pourrait-il m'arriver au juste ? Le pire, c'est que les choses évoluent positivement. L'important, ce n'est pas ma petite personne, c'est l'avenir des milliers de personnes qui choisissent le Québec pour recommencer leur vie et l'avenir du Québec, par le fait même.

À travers ton expérience comme enseignante en francisation des immigrants, tu nous révèles toute la beauté du métier exercé, la richesse des rencontres, tantôt stimulantes, mais aussi parfois malheureuses, avec des nouveaux arrivants. Car s'il y a à coup sûr beaucoup d'immigrants qui veulent s'intégrer au Québec et devenir à leur tour des Québécois. Il y en encore quelques-uns qui sont réfractaires, récalcitrants, quand ce n'est pas tout simplement hostiles. Ceux qui refusent de s'intégrer plaident parfois la religion. Il y a aussi l'étrange phénomène que le sociologue Mathieu Bock-Côté appelle « l'inversion du devoir d'intégration », qui revient à dire que c'est à la majorité de s'intégrer aux nouveaux venus plutôt que l'inverse. Comment selon toi empêcher que cette situation prenne de l'ampleur ?

En s'occupant d'eux, évidemment. Si on ne s'occupe pas d'eux, que nous ne les accueillons pas, que nous ne leur disons pas ce que nous sommes et ce que nous leur offrons ici, comment s'y intéresseront-ils ? Il faut aussi baliser des normes de vivre ensemble. La Charte est derrière nous, mais il faut penser à la construction d'une cohésion sociale, qui, du côté des nouveaux arrivants, assurera les fondations d'une nouvelle construction identitaire. De plus, il faut promouvoir nos régions et nos villes en dehors de Montréal. Montréal a donné son maximum, je crois.

Tu reviens souvent dans ton livre sur le problème de la capacité d'accueil, qui est aussi une question de capacité d'intégration. Tu attribues entre autres ces difficultés au manque de ressources financières et de volonté politique de l'État. Tu écris : *On devrait privilégier la qualité des intégrations plutôt que la quantité d'admissions.* Que réponds-tu à ceux qui y voient une mesure contre l'immigration, un geste de fermeture et d'exclusion ?

Je pense qu'ils s'imaginent qu'immigrer, c'est doux et sucré comme de la barbe à papa, qu'ils vivent un peu dans une bulle de Noël. Pour moi, limiter l'immigration, c'est bonifier la qualité de notre intégration : moins, mais mieux, disons ainsi. C'est comme les ratios dans une classe : 33 enfants dans une salle de classe seront entassés et n'auront pas assez d'attention de la part du maître. Je vois un peu les ratios migratoires ainsi : « entasser » des gens comme du bétail sans s'occuper d'eux, ou si peu, pour moi, c'est cruel. Personne ne sait véritablement combien de gens par année peuvent intégrer le Québec. Il tarde de trouver la réponse à cette question avant de continuer à hausser les seuils d'immigration. Les gens qui viennent ici, il faut les franciser, leur donner du travail, leur donner accès à des médecins, à l'éducation, à la société, leur faire connaître les programmes sociaux, etc. Présentement, le gouvernement délègue beaucoup de ses mandats à des organismes multiples. Je serais pour la création de « bureaux de services migratoires » gouvernementaux où les immigrants seraient véritablement pris en charge, où on leur apprendrait les fondements de notre société, où on les aiderait. Je sais, je rêve en couleurs, mais j'aime rêver.

Tu définis un Québécois comme *un individu qui se rattache à la société québécoise – définie par sa langue, sa culture, son histoire, ses repères culturels et ses modes de vie – et qui se considère comme partie intégrante de celle-ci.* Vue ainsi, la maîtrise du français ne devrait pas être considérée automatiquement comme unique vecteur d'intégration. Comme tu le dis si bien, une Moldave ne parlant pas un mot de français, mais vêtue comme n'importe quelle Québécoise, aura probablement plus de facilité à s'intégrer qu'une femme se réfugiant sous son tchador. Est-ce que la montée de l'intégrisme religieux t'inquiète et y a-t-il *réellement péril en la demeure ?*

Je ne suis pas la seule à m'en inquiéter. Partout en Occident nous pouvons constater les ravages du multiculturalisme et du « laisser-aller » de l'intégration des immigrants. Personnellement, je suis athée. Je respecte les gens qui croient, par contre. Je considère la religion comme une valeur privée qui devrait se pratiquer à la maison ou dans des lieux de culte, et non pas à l'école ou au travail. Je crois à l'instauration de normes sociales communes. C'est un sujet toujours très délicat, mais le Québec devrait avoir un système plus républicain, laïque, et les nouveaux arrivants devraient en être avisés. On devrait aussi leur expliquer pourquoi la religion ne guide plus nos vies. Je me fais souvent poser cette question-là. « Madame, pourquoi les gens ne se marient pas ici ? », « Comment ça se fait que les gens habitent ensemble sans se marier ? », etc. Il faut expliquer le cheminement social du Québec, leur apprendre notre histoire afin qu'ils comprennent nos réalités.

Sur la question de la difficulté pour certains de s'intégrer, tu pointes du doigt le fameux multiculturalisme canadien et ses effets pervers : *la ghettoïsation des immigrants, favorisant l'isolement des communautés ethniques et l'exclusion sociale*. Pour contrer ce phénomène, d'ici à ce que le Québec devienne indépendant, tu sembles préconiser l'intégration hors de Montréal ou la régionalisation de l'immigration. L'idée est belle et semble aller de soi, mais encore une fois la volonté politique d'aller dans ce sens y est-elle ?

Pas du tout. En fait, on ne priorise pas les régions lors des entrevues de sélection. Encore une fois, ce sont des organismes qui s'occupent des projets individuels de régionalisation. Je ne veux pas casser le bras de qui que ce soit afin qu'il s'installe à Rouyn-Noranda, comprenons-nous bien ! Par contre, si j'étais ministre de l'Immigration demain matin (!) je modifierais les informations que je donne aux futurs Québécois, c'est-à-dire que je les informerais des possibilités d'emploi en région ou dans les banlieues, par exemple. Du coût de la vie un peu partout, aussi. Je crois que je développerais un programme visant à attirer les *gens* en région par une diminution de l'exigence « d'expérience de travail québécoise » qui brime plusieurs immigrants dans leur recherche d'emploi. Je pense que le Québec regorge d'opportunités et que plusieurs emplois ne sont pas comblés à l'extérieur de Montréal, car il n'y a pas assez de nouveaux arrivants dans les régions où on a besoin de gens, malheureusement. Et quand je parle de région, je ne parle pas nécessairement de Blanc-Sablon là ! Mais de grandes villes telles que Chicoutimi, Sherbrooke, Québec, etc. !

Outre la difficulté de s'intégrer convenablement quand on réside à Montréal, il y a aussi le fait que l'anglais y occupe une place privilégiée et que les entreprises de moins de 50 employés ne sont pas assujetties à la Charte de la langue française. Comme si ce n'était pas assez, plusieurs groupes communautaires offrent des cours d'anglais gratuitement aux nouveaux arrivants. Dans ton livre, tu ne mentionnes pas spécifiquement le *Quebec Community Groups Network* (QCGN), qui regroupe un grand nombre d'organismes fortement subventionnés par Ottawa pour la promotion de l'anglais et du bilinguisme institutionnel, mais crois-tu qu'il y a justement un allié objectif à l'anglicisation et à la difficulté d'intégration des immigrants à la société québécoise ?

Je pense que nous devrions obliger la francisation des immigrants, ce n'est pas plus compliqué que cela. La loi 101 et les mesures coercitives ont donné d'excellents résultats chez les jeunes générations, par contre, ce sont les adultes que nous sélectionnons. Nous nous devons de rendre la francisation obligatoire. C'est bien beau de dire que les gens apprendront le français par « amour », mais c'est assez faux. Les gens apprennent s'ils sont motivés, s'ils ont besoin d'une langue, s'ils veulent intégrer une communauté, pour travailler. Il faut leur donner le français, pas attendre qu'ils veuillent l'apprendre comme par magie. Je crois que la communauté anglophone a toujours été accueillante, c'est notre tour maintenant d'ouvrir les bras. Qui plus est, je crois aussi au réseau social, aux contacts. Si vous avez des voisins nouveaux arrivants, parlez-leur ! Ils sont souvent seuls ici, et l'amitié sera un bon prétexte pour apprendre notre langue !

Au bout du compte, tous les efforts déployés pour intégrer les nouveaux arrivants à la société québécoise se heurtent à un obstacle de taille : le fédéralisme canadien. Ne serait-ce qu'avec ces cérémonies d'obtention de la citoyenneté canadienne, tout est mis en œuvre pour que l'immigrant reçu se perçoive d'abord comme un Canadien et non comme un Québécois. Alors, Tania, toi, vois-tu quelque part la lumière au bout du tunnel ?

Pas vraiment en fait. L'immigrant est confronté à deux modèles d'intégration différente, le fédéral, qui favorise le bilinguisme et le multiculturalisme, et le modèle québécois, qui favorise l'intégration en français dans la société. L'immigrant, il vient au Canada, il se joint au plus fort. Il s'identifie au Canada. Il faut donner et créer un sentiment d'appartenance. Le Canada, lui, ne se prive pas de le faire. À notre tour maintenant ! Prouvons-leur que le Québec a du potentiel. Tant que le Québec ne sera pas fier de ce qu'il est, ou ne sera pas un pays, les immigrants auront de la difficulté à s'y identifier.

Lors d'une élection partielle dans la circonscription de Viau en 2013, tu t'es présentée comme candidate du Parti québécois. Deux autres candidats provenant de formations indépendantistes s'y présentaient aussi. Je dois t'avouer que je n'étais pas peu fier alors de ne pas résider dans Viau ! En effet, j'étais alors membre de Québec solidaire (ce n'est plus le cas, mais cela est une autre histoire), j'avais beaucoup d'estime pour le candidat d'Option nationale, Patrick Bourgeois, que j'avais côtoyé au Réseau de résistance du Québécois, et j'avais le malheur (façon de parler !) de lire et d'aimer ce que tu écrivais. Quel dilemme ! Comment as-tu vécu cette première expérience électorale ?

Je ne sais pas trop en fait, sur le coup, les premiers jours, j'ai trouvé ça très difficile d'être exposée de la sorte. J'ai trouvé ça plus dur que je ne l'aurais pensé. Le « baiser de bienvenue » en politique ne m'a pas épargnée ! Cela dit, j'aime la politique. Actuellement, je pense que je préfère l'observer de l'extérieur que d'en être. Par contre, je viens d'avoir 30 ans, je ne sais pas ce que l'avenir me réserve ! Je demeure toutefois convaincue que de participer activement à la politique, c'est de pouvoir changer les choses... comme écrire, d'ailleurs !

Ton travail d'enseignante en francisation se poursuit et on peut lire et apprécier à juste titre ton blogue sur le site du *Journal de Montréal*… as-tu des projets – comme l'idée d'un second livre – qui s'annoncent dans un proche avenir ?

Puisque tu en parles ! J'ai effectivement un second livre qui sera publié en février-mars 2014 (je n'ai pas encore la date) toujours chez *Stanké*. C'est un livre plutôt axé sur l'éducation en général (mais j'y parle abondamment d'immigration et de langue française aussi), mais c'est moins politique, disons comme ça ! J'écris actuellement mon mémoire de maîtrise sur l'intégration linguistique des immigrants à Montréal (je termine une maîtrise en didactique du français langue seconde). Je caresse aussi l'idée d'écrire un roman, dans un futur plus lointain, ou encore... un livre de recettes ! Pour le reste, j'ai un blogue que j'alimente toutes les semaines au *Journal de Montréal*, je vous invite à m'y lire en attendant le deuxième livre et aussi, à lire celui-ci !

[Propos recueillis par Jean-Pierre Durand]

•••

Hommage à Félix Leclerc



La section Louis-Riel de la SSJB de Montréal et le Rassemblement pour un pays souverain avaient convié les Montréalais à une fête en l'honneur du géant québécois, Félix Leclerc, qui aurait eu cent ans cette année. C'était le 3 août dernier, au parc La Fontaine. Comme une image vaut mille mots, en voici quelques-unes prises à cette occasion par Daniel Durocher, Daniel Gingras, Christiane Jasmin et Noëlla Gravel.



Daniel Dubé, président de la section Louis-Riel de la SSJB, avec Marie Gagnon et Christiane Jasmin, organisatrices de l'événement.



L'écrivain Marcel Brouillard a raconté quelques anecdotes sur la vie de Félix Leclerc.



Gilles Rhéaume, historien et ancien président de la SSJB, a parlé de l'homme patriotique et du personnage historique qu'était Félix Leclerc.



Virginie Simoneau-Gilbert et Maxime Laporte étaient présents lors de cet événement.



Causerie donnée par le sculpteur Roger Langevin devant le Monument dédié à Félix-Leclerc, au parc La Fontaine.



Magnifique prestation musicale de Gaëtan Leclerc. Quand il chante, c'est vraiment la voix de son oncle Félix que l'on entend.

Félix le Grand, que j'aime tant

par Yves Saint-Denis

C'était en 1960. J'étais en philosophie au Petit Séminaire d'Ottawa. Mon héros de jeunesse, dont je portais le célèbre numéro 9 dans l'équipe inter-collégiale de mon Alma Mater, venait d'accrocher ses patins à la fin d'une fabuleuse carrière. Maurice Richard, que je verrai régulièrement jusqu'à la fin (2000), mit du temps à bien saisir l'envergure de son image de héros national. Au début de ce même automne, mon père mourut prématurément, rongé par un vilain cancer. Pas instruit, mais brillant. Un modèle de travailleur. Il n'avait pas cinquante ans. Moi, dix-neuf. Puis cet homme de belle culture qu'était notre ancien professeur de versification, l'abbé Normand Pagé, fit venir à notre institution le poète-chanteur que nous aimions tous, celui qui était devenu le modèle des chansonniers, Félix Leclerc.

Maurice Richard avait vingt ans de plus que moi. Mon père trente. Félix, entre les deux. On vient de célébrer le 2 août 2014 le centième anniversaire de sa naissance, à Vaudreuil, à l'Île d'Orléans, en France, partout. Certes, mes deux héros ne remplaceraient jamais mon père, mais ils m'apportaient une sorte de dimension compensatoire. Assez pour que six ans plus tard, mon épouse Hélène ayant tout compris ce souffle en moi, nous prénommions notre fils aîné Maurice Richard Félix. Pas de Joseph, comme tout le monde, mais les deux noms du génie sur patins et, comme prénom usuel, celui de notre troubadour national.

J'aimais déjà Félix quand il est venu nous envoûter au Petit Séminaire. J'avais lu presque tous ses livres et je chantais ses chansons. Mais à compter de cette visite-là, je me suis attaché à son œuvre. Je possède tous ses disques, en divers formats, depuis les vieux vinyles. J'ai plus de cent livres de Félix, non pas qu'il en ait écrit autant, loin de là, mais populaires comme furent ses écrits, ils connurent diverses éditions et réimpressions. Au sortir de mon cours classique, j'ai osé aller le visiter à Vaudreuil, sans invitation. J'ai fureté près des bâtiments. Il est sorti me voir, calmement. Je me suis mis à le tutoyer, naturellement, comme si je le connaissais bien personnellement. J'ai compris avec le temps que ce phénomène ne m'était pas singulier, que nous étions légions à l'admirer, à lui parler en ami, à l'aimer. Beaucoup plus qu'une vedette qu'il n'a jamais voulu être, Félix Leclerc est, tout comme Maurice Richard, un héros national. •••



L'indépendance grecque et les journaux patriotes du Bas-Canada (1821-1831)

par Constant Tzournavelis

— Le peuple qui en ce moment se montre sous le jour le plus avantageux aux yeux des amis de la liberté, de l'indépendance et de l'honneur national, c'est sans contredit le peuple Grec. *Le Spectateur Canadien*, 16 août 1823.

En mars 1821, les Grecs se soulèvent contre l'Empire ottoman et proclament leur indépendance. Leur guerre de libération nationale s'étire sur une décennie et marque l'opinion publique internationale. Le courant de sympathie pour la cause des Grecs est incarné dans le philhellénisme, mouvement de soutien à leur cause.

Au Bas-Canada, dans la vallée du Saint-Laurent, les Canadiens, Québécois de l'époque, comme des myriades d'autres peuples dans le monde, prennent conscience de la nécessité pour un peuple d'être pleinement souverain. Ce sont des lecteurs aguerris de la nouvelle internationale et ils se passionnent pour les peuples en lutte. Les nouvelles en provenance d'Europe sont tirées des journaux français, anglais et américains. Les éditeurs canadiens commentent abondamment le conflit et formulent leurs vœux de voir les Grecs s'affranchir du joug ottoman. Au Bas-Canada, comme ailleurs en Occident, les journaux francophones diffusent un point de vue favorable à l'indépendance grecque.

Dès le début des soulèvements, l'Occident, héritière du monde antique gréco-romain, s'éprend pour ce petit peuple courageux. La Grèce moderne recèle de références à la Grèce ancienne. La formation classique de la petite bourgeoisie montante et de l'élite cléricale canadiennes-françaises accentue la réputation d'excellence des Grecs. *Le Spectateur Canadien* du 25 mai 1822 exprime bien cette influence : *Si l'on pouvait s'en rapporter à ce qu'en ont dit les journaux européens, il faudrait croire que les Grecs modernes ne le cèdent pas en bravoure et en dévouement à la patrie, à leurs valeureux et patriotiques ancêtres.*

Tout au long de la décennie qui voit la guerre de l'indépendance grecque faire rage, les journaux bas-canadiens sont de fervents partisans d'une Grèce libre et indépendante. Les lecteurs canadiens attendent avec impatience des nouvelles fraîches en provenance de la Grèce insurgée.

Champion de la liberté des Grecs, *La Minerve,* le journal de Ludger Duvernay, couvre dès ses débuts en 1826 la guerre d'indépendance des Grecs. Le lancement du journal patriote *La Minerve* coïncide avec le déferlement de nouvelles concernant la chute de la ville de Missolonghi et la sortie fatidique de ses assiégés en avril 1826. Cet événement tragique a des répercussions majeures sur l'opinion publique internationale. L'indignation est à son comble et la couverture de la lutte des Grecs devient la question de l'heure. *La Minerve* est donc portée par l'importante couverture de la Chute de Missolonghi dans la presse internationale et les appels à l'aide aux peuples d'Europe et d'Amérique pour sauver l'honneur et l'indépendance des Grecs.

Semaine après semaine, la Grèce s'impose dans l'opinion publique bas-canadienne. Les combattants de l'indépendance grecque deviennent familiers aux lecteurs. On peut affirmer que les libérateurs grecs ont imprégné l'imaginaire patriote comme en témoigne un extrait du *Journal d'un fils de la liberté* d'Amédée Papineau. Ce dernier, en exil après les rébellions de 1837-1838, fait, en 1841, la visite au port de New York d'un vaisseau du nom d'un combattant de l'indépendance grecque qui est chanté et célébré par les poètes. Le fils Papineau écrit : *Jeudi, 9 septembre. Je vais aujourd'hui avec DesRivières voir au port un vaisseau grec, le* Marcos Botzaris*, nom sacré. Tout l'équipage est grec à longues moustaches, et ne parle que le grec.*

Marcos Botzaris, mort au combat, est un personnage omniprésent dans les journaux patriotes. Nombreux sont les articles en son honneur. Dans le journal, Botzaris figure auprès des Kolokotrónis, Kanaris, Ypsilántis, Bouboulina, Simón Bolívar, Daniel O'Connell et Louis-Joseph Papineau. Le romantisme contribue à mousser ces personnages plus grands que nature que sont les libérateurs. De la Grèce à l'Irlande, des États-Unis à l'Amérique latine, et ce jusque dans la vallée du Saint-Laurent, la liberté des peuples devient un idéal chéri.

Les journaux *La Minerve*, *Le Spectateur Canadien*, *Le Canadien* et *La Bibliothèque Canadienne* sont les architectes d'un imaginaire de libération nationale où les peuples embrassent leur destin au rythme soutenu de l'artillerie éditoriale qui scande : Vive la liberté! Vive l'indépendance!

Dans ses écrits, Amédée Papineau, alors étudiant au collège de Saint-Hyacinthe, nous informe du climat qui prévalait en 1836, où journaux, luttes à l'Assemblée et idée d'émancipation des peuples ponctuaient le quotidien :

Ici, on nous inculquait l'amour de la patrie, nous avions accès aux journaux et, pendant les repas, nous entendions lire l'histoire de la résurrection de la Grèce et les mémoires de Silvio Pellico. Nous avions notre bataillon de miliciens, armés de fusils de bois. Et nous sympathisions avec la Chambre d'assemblée, luttant contre la bureaucratie et contre les satrapes de Downing Street.

Les lecteurs des journaux canadiens étaient instruits quant aux enjeux internationaux. Ils n'étaient pas étrangers aux luttes des peuples pour leur indépendance. Il y avait dans le combat des Grecs, un idéal poursuivi par les Canadiens qui, eux aussi, envisageaient peu à peu leur avenir dans la perspective de s'affranchir de la domination coloniale. L'indépendance et le principe des nationalités instillés et diffusés dans les journaux annonçaient que tôt ou tard, les Canadiens ne pourraient rester insensibles à leur condition de conquis. L'oppression nationale avait mauvaise presse et l'indépendance, la république et la révolution avaient des airs de jeunesse et présageaient la volonté d'indépendance des patriotes de 1837-1838. •••

Références

Amédée Papineau, *Journal d'un fils de la liberté* 1838-1855, Deuxième édition revue, corrigée et considérablement augmentée. Texte établi avec introduction et notes par Georges Aubin, Sillery (Québec), Septentrion, 2008, p. 463.

Amédée Papineau, *Souvenirs de jeunesse 1822-1837,* Texte établi avec introduction et notes par Georges Aubin, Sillery (Québec), Septentrion, 1998, p. 87.



Mort de Markos Botzaris, lors de l'attaque du camp turc à Karpenisi, dans la nuit du 20 au 21 août 1823. (Peinture de Ludovico Lipparini)



Le 23 juin dernier, à Saint-Eustache, était dévoilé un buste de bronze à l'effigie du docteur Jean-Olivier Chénier. Ce grand chef patriote, né en 1806, mena une bataille avec une poignée d'hommes face à 1280 soldats britanniques, le 14 décembre 1837, dans laquelle il succomba héroïquement. Le buste, réalisé par le sculpteur Jules Lasalle, est un don du Comité du mémorial Louis-Joseph-Papineau, présidé par Benoît Roy. De gauche à droite sur la photo : Maxime Laporte, Pierre Charron, maire de Saint-Eustache, Nicole Carignan-Lefebvre, conseillère municipale, Pierre-Karl Péladeau, député de Saint-Jérôme, Benoît Roy et Benoît Coulombe, président de la section Jean-Olivier-Chénier de la SSJB. Sur le buste, on peut lire une citation de Chénier : *Ce que je dis, je le pense et le ferai; suivez-moi…*

Quelques dates pour comprendre les événements en Grèce

1453 Chute de Constantinople, capitale des Grecs byzantins.

1595-1601 Soulèvement contre l'occupant turc.

1611 Tentative de révolution en Épire et en Thessalie (Grèce du Nord).

1669 Conquête définitive de la Crète par les Ottomans.

1687 Deuxième guerre entre Vénitiens et Turcs en Grèce continentale. Destruction du Parthénon.

1768-1774 Guerre russo-turque.

1769-1770 Soulèvement grec et russe dans le Péloponnèse.

1783 Suite au Traité Kutchuk-Kaïnardji de 1774 qui fait de la Russie la protectrice des orthodoxes de l'Empire ottoman, une nouvelle convention entre Russes et Ottomans procure aux marchands grecs le droit de naviguer sous pavillon russe en mer Noire et en Méditerranée.

1814 Fondation de la Filikí Etería à Odessa, la Société des Amis, société secrète qui a pour but la libération de la Grèce.

1821 Soulèvement des Grecs en Moldavie et Valachie, Roumanie actuelle, et dans le Péloponnèse (mars). Chute de Tripoli en octobre où les Grecs massacrent les populations turques.

janvier 1822 Première Assemblée nationale d'Épidaure : déclaration de l'indépendance de la Grèce et première constitution de la République hellénique. Massacre des populations grecques de Chios par les Turcs.

1823 Le poète Dionýsios Solomós écrit l'*Hymne à la liberté* qui deviendra l'hymne national de la Grèce.

1823-1825 Guerre civile grecque. Début 1824, il y a deux gouvernements en Grèce.

1824 Le massacre de Psaras. Nettoyage ethnique par les Turcs des Grecs de la petite île égéenne.

1825 Les troupes d'Ibraïm Pacha d'Égypte marchent sur le Péloponnèse et sèment destruction et désolation.

1826 Chute de Missolonghi. Sortie désespérée des assiégés de la ville.

1827 Bataille de Navarin : la flotte turque est détruite par la triple alliance française, anglaise et russe dans la baie de Navarin.

1828 Débarquement de l'expédition française en Morée.

1830 Protocole de Londres, la petite Grèce est reconnue comme un État indépendant.

HOMMAGE AU FRANÇAIS QUI NOUS UNIT

Pour sa troisième édition, ***J'aime ma langue dans ta bouche*** se tenait le 21 juin dernier au parc Kent, dans Côte-des-Neiges. Visant le rapprochement interculturel, cet événement, organisé par la SSJB, le Mouvement Montréal français et des groupes communautaires, a permis au public de découvrir les mots et les chansons des plus grands poètes québécois, interprétés par des artistes québécois d'ici et d'autres venus d'ailleurs qui ont pris racine au Québec. Parmi ces artistes, on retrouvait Yann Perreau, Catherine Major, Oumar N'Diaye, Ismail Fencioglu, Laetitia Zonzambé, Jenny Salgado, Gilles Bélanger, Rosanne Petrarca, Hakim Kaci et Emrical. La mise en scène était assurée par le comédien Denis Trudel, assisté de Paolo Philpot. Dans Côte-des-Neiges, où il se parle plus de 120 langues, 30 % de la population a l'anglais comme langue seconde et n'a pas connaissance du français. *Le français doit être la langue commune de tous les Québécois. Dans cette diversité extraordinaire, le français a la merveilleuse capacité de nous unir et de nous rassembler. Aujourd'hui, c'est sa beauté que nous souhaitons mettre de l'avant en démontrant que ses mots peuvent exprimer ce que nous ressentons, qui que nous soyons et quel que soit l'endroit d'où nous venons. Ce spectacle vise à rendre hommage à la langue française et au Québec comme terre d'accueil. Nous célébrerons aussi l'apport des immigrants à notre société*, a souligné Luc Picard, porte-parole de l'événement.



Laetitia Zonzambé (Photo : Mathieu Breton)



Catherine Major (Photo : Mathieu Breton)



Dans l'ordre habituel : Claude Boisvert, Maxime Laporte, Oumar N'Diaye, Catherine Major, Hélène David (députée d'Outremont et ministre de la Culture), Emrical, Laetitia Zonzambé, Yann Perreau, Luc Picard et Denis Trudel. (Photo : Mathieu Breton)



Un préambule avant le spectacle. (Photo : Mathieu Breton)

LA LOI SUR LA CLARTÉ
UN CAILLOU PERSISTANT DANS LES SOULIERS DE MULCAIR

par Xavier Barsalou Duval

Le 3 février dernier, un article du *Devoir* titrait *Roy Romanow remet en question la loi sur l'unité au sein de son parti*. Loin d'être anodine, la sortie de monsieur Romanow semble plutôt être tout à fait en phase avec l'opinion majoritaire canadienne, puisqu'il y a un an de cela, un sondage Harris-Décima pour *La Presse Canadienne* concluait qu'environ 75 % des Canadiens sont d'avis que le seuil de 50 %+1 est insuffisant pour permettre au Québec de former un pays indépendant.

Rappelons-nous qu'au moment où le Bloc québécois a déposé son projet de loi visant à abolir la Loi sur la clarté, Thomas Mulcair disait qu'il s'agissait d'un débat dépassé. Manifestement, pour Roy Romanow, ce n'est pas le cas.

Même s'il s'agissait d'un débat dépassé, le NPD a tout de même pris la peine de répliquer en présentant son propre projet de loi sur la clarté, qui vient spécifier que ce serait au gouvernement fédéral de décider si une éventuelle question référendaire est suffisamment claire.

Contrairement aux idées reçues, il n'est fait mention nulle part dans le projet de loi C-470 du NPD qu'une majorité claire est de 50 %+1. En effet, le libellé parle simplement d'une *majorité des voix validement exprimées* sans définir ce que serait cette majorité.

Ainsi, lorsqu'il est présent au Québec, Thomas Mulcair continue à entretenir le flou artistique autour du 50 %+1 et de la fameuse déclaration de Sherbrooke. Au Canada cependant, c'est la deuxième partie de leur projet de loi qui est mise de l'avant. Dans les faits toutefois, loin de faire preuve d'ouverture envers le Québec, leur projet de loi est encore plus dur que la loi originale.

Le Bloc québécois a évidemment dénoncé ce projet de loi parce que c'est au Québec, et non au Canada, de décider de la question à poser. Cette position a d'ailleurs coûté cher au NPD, qui a perdu un député dans l'aventure, étant donné que Claude Patry a claqué la porte pour venir grossir les rangs du Bloc. Force est de constater que la mise en scène n'a pas fonctionné d'un côté comme de l'autre puisque ni Claude Patry ni Roy Romanow n'en furent dupes.

Ménager la chèvre et le chou

Ceux qui ont un peu de mémoire se souviendront qu'une situation semblable s'était produite avec la Loi 101 lors du jugement de 1988 de la Cour suprême qui rétablissait le bilinguisme en matière d'affichage. Robert Bourassa avait d'abord fait un compromis en autorisant l'affichage bilingue à l'intérieur, mais en faisant usage de la clause nonobstant en ce qui à trait à l'affichage extérieur. Face à la colère des anglophones et à la menace du parti Égalité, lorsque le moment vint d'en faire le renouvellement en 1993, Bourassa se conforma complètement au jugement de la Cour suprême. Bourassa trouva alors le moyen de se mettre à dos à la fois l'électorat francophone et l'électorat anglophone, et il fut évidemment battu aux élections suivantes.

Cette situation illustre parfaitement l'impossibilité de contenter à la fois le Québec et le Canada. Claude Patry en avait alors conclu *que les partis fédéralistes quels qu'ils soient ne peuvent pas bien servir les intérêts du Québec*.

Avec la contestation de la loi 99, nous n'avons pas fini d'entendre parler de la Loi sur la clarté. Le NPD a d'ailleurs été bien discret sur cette question. Malgré tout le temps de parole auquel a droit l'opposition officielle, elle n'a pas su trouver l'occasion d'adresser une seule question à ce sujet à la Chambre des communes, tandis que le Bloc québécois, avec une équipe réduite, a pour sa part su trouver le temps nécessaire. •••

Une aventure avec *DAVID GÉRALD*

La république assassinée des Métis

Résumé:

Après l'insurrection de 1838, 58 patriotes sont déportés en Australie. Ils ne reviendront au pays qu'en 1845. Voici la suite de leur histoire.

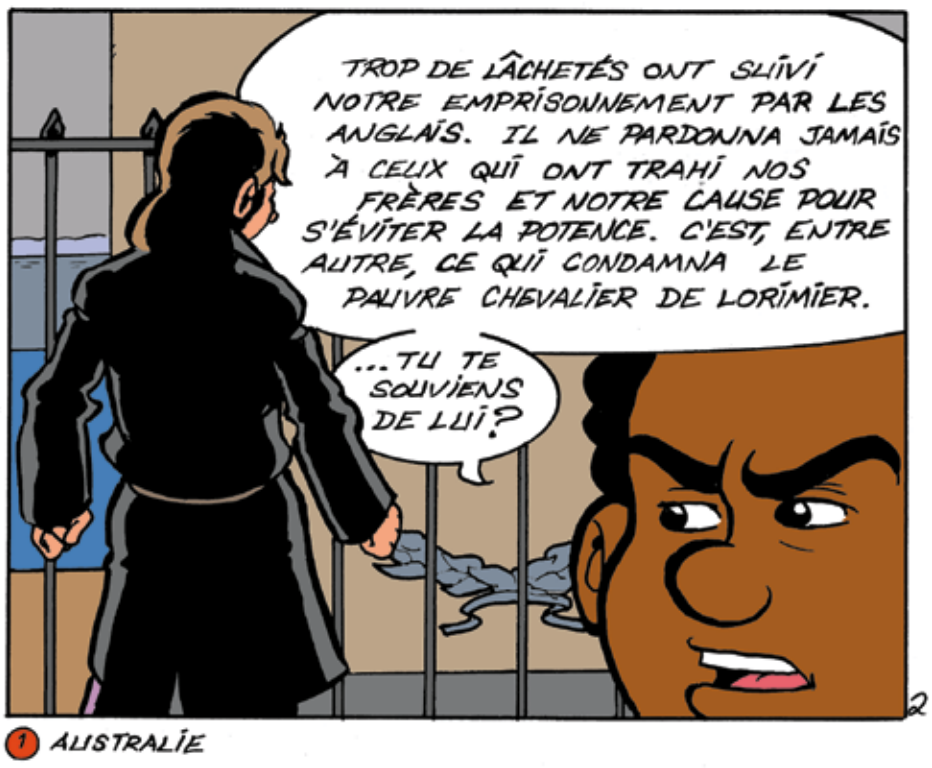
L'auteur : Jocelyn Jalette crée en 1988, David Gérald, un Québécois d'origine haïtienne qui combat les injustices de notre monde. Dans le cycle intitulé " La république assassinée ", il relate l'histoire de l'Amérique française à travers les ancêtres de son personnage. En 2009, est publié, aux Éditions du Soleil de minuit, le tome concernant les Patriotes de 1837-38. Vous découvrirez la suite de leurs aventures dans ces pages. La sortie du nouvel album sur les Métis est prévue pour mai 2016. Jocelyn est un militant souverainiste actuellement président de la section Pierre-Le Gardeur de la SSJBM.

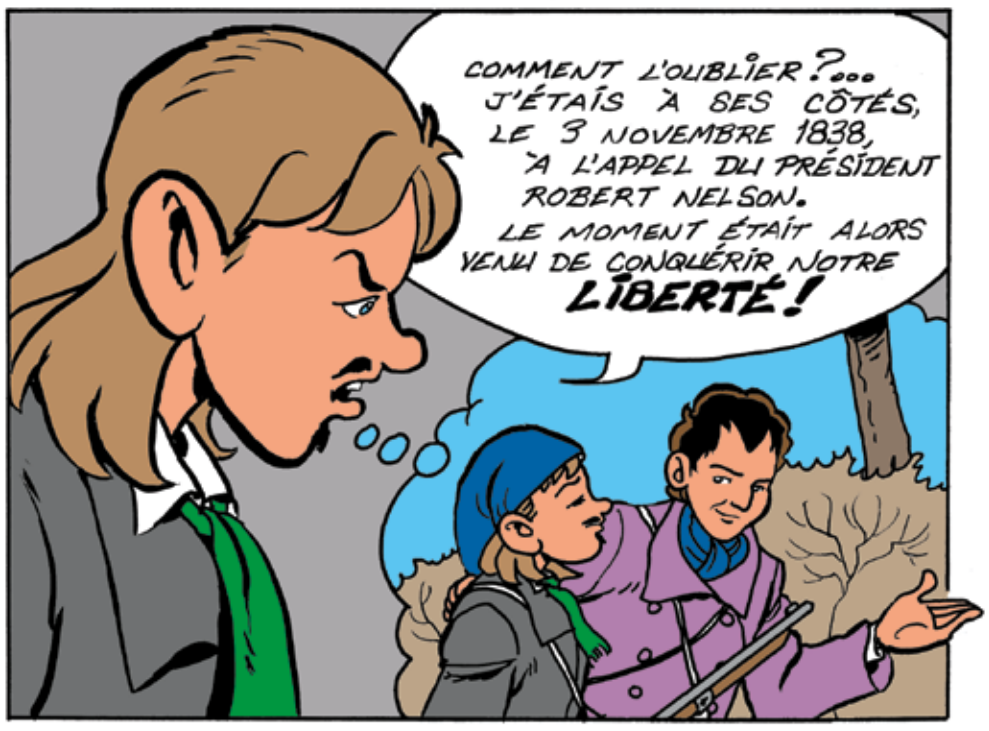












1 AUSTRALIE

À SUIVRE...

Il y a 50 ans à Toronto

Radio-Canada entrait en ondes *comme un chien dans un jeu de quilles*

par Paul-François Sylvestre

Le 1er octobre 1964, la Société Radio-Canada inaugure son poste de radio dans le Sud de l'Ontario. C'est presque en territoire ennemi que CJBC-Toronto entre alors en ondes. Nous sommes avant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, avant la vague des cours d'immersion. Les Franco-Ontariens doivent exercer beaucoup de lobbying pour obtenir leur part du « gâteau radio-canadien ».



Marc-Yvain Giroux de Welland

L'Association de la radio-télévision française (ARTF), sous la présidence de **Marc-Yvain Giroux de Welland**, mène une délégation à Ottawa pour rencontrer le directeur général de la radiodiffusion française de Radio-Canada (**Marcel Ouimet**), le président du Conseil privé (Maurice Lamontagne), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (Paul Martin) le secrétaire d'État du Canada (John Pickersgill) et cinq députés de la région de Toronto-Niagara. Les arguments de l'ARTF convainquent tout ce beau monde, mais la solution demeure délicate. Il faut transformer un poste anglophone en poste francophone.



Marcel Ouimet

Avant 1944, le réseau de CBC, appelé The Trans-Canada Network, avait le poste CBL-Toronto comme tête d'antenne. Puis, CBC crée un second réseau anglais, The Dominion, avec CJBC comme tête d'antenne (l'indicatif d'appel CJBC signifie Canadian Jarvis Baptist Church). Toronto est la seule ville canadienne à avoir deux postes de radio d'État. CJBC diffuse sur une très haute fréquence et peut rejoindre un vaste auditoire jusqu'au Niagara. C'est le poste tout désigné pour les francophones du Sud de l'Ontario.

À la demande de l'ARTF, CJBC accepte de diffuser quelques heures par semaine dans la langue de Molière. Lorsque Radio-Canada décide de transformer CJBC en poste entièrement de langue française, on assiste à un tollé de protestations. Certains députés fédéraux ruent farouchement dans les brancards, notamment le député de York-Humber, Ralph Cowan, qui se rend jusqu'en Cour suprême pour s'opposer à la décision de Radio-Canada. Il soutient que le Parlement canadien n'a pas autorisé la Société Radio-Canada à créer un poste français en Ontario et que l'argent dépensé pour franciser CJBC n'a pas été approuvé par le Parlement ou le cabinet ou le ministère des Finances. Ralph Cowan sera débouté.

Le *Hamilton Spectator* du 19 décembre 1963 titre « House Hears Protest Against French CJBC ». Le journal note que 18 députés fédéraux des circonscriptions de Toronto, York et du Niagara multiplient leurs déclarations très critiques à l'égard de la décision de Radio-Canada. Le 27 décembre 1963, la société d'État réplique qu'elle doit assurer un service national de radio et de télévision en français et en anglais, et desservir autant de Canadiens que possible dans leur langue maternelle. On ne manque pas de souligner que *les 67 000 habitants de la région de Toronto-Hamilton et des environs qui donnent le français comme leur langue maternelle forment le groupe le plus nombreux de Canadiens – français ou anglais – actuellement privés du programme national dans leur langue maternelle.*[1]

Le communiqué de Radio-Canada/CBC prend soin d'indiquer qu'aucun employé de CJBC (anglais) ne perdra son emploi. On souligne qu'il existe sept stations canadiennes de radio AM de langue anglaise qui desservent Toronto, ainsi qu'un grand nombre de stations américaines, que CJBC a l'auditoire le plus faible parmi les stations canadiennes dans cette zone de rayonnement [et que] *Radio-Canada n'a pas décidé de but en blanc ni en cachette de programmer des émissions françaises à CJBC. Elle a exprimé son intention de le faire à la séance publique [du Bureau des Gouverneurs] tenue en août 1962.*[2]

Cette déclaration de la Société Radio-Canada ne réussit pas à calmer les esprits. Le quotidien *Le Droit*, d'Ottawa, note que les autorités municipales de Toronto ne veulent pas de poste de radio français ; il précise que seulement 5 des 21 conseillers interrogés ont accordé leur appui au projet. Et d'après les opinions exprimées par des lecteurs du *Globe and Mail*, du *Toronto Star* et du *Daily Star*, la population de langue anglaise est en faveur d'émissions de langue française, mais estime que Radio-Canada ne s'y prend pas de la bonne façon. La société d'Etat, de leur avis, devrait transformer CJBC en un poste bilingue.

Le journaliste le plus critique à l'endroit de Radio-Canada est Dennis Braithwaite qui signe une chronique dans le *Toronto Star*. Il écrit: *A phrase that keeps recurring is that listeners object to having French thrust down their throats. Some correspondents have stated flatly their conviction that the decision to switch CJBC to French programming is a political move on the part of the Liberal Government to win support in Quebec.*[3] Même deux ans après l'entrée en ondes d'un poste de radio entièrement de langue française dans la Ville Reine, Braithwaite continue de poser la question « Who needs CJBC ? » Mais on sent que le vent a commencé à tourner. Un lecteur du *Globe and Mail* répond à cette question en posant une autre question : *Who in heaven's name needs Dennis Braithwaite?* [4].

Il n'y a pas de doute que la francisation de CJBC donna des munitions aux *champions du « common sense », du « speak white » et du « Canadian way of life », en invoquant tout ce que la raison et le cœur peuvent inventer d'irréfutable quand les intérêts des uns entrent en conflit avec ceux des autres*[5]. Pour la presse anglophone, il était absurde de sacrifier le poste CJBC anglophone au profit d'une minorité encore moins nombreuse que les Allemands, les Italiens ou les Polonais. Cela ne faisait qu'alimenter le mouvement séparatiste.

Un an après l'entrée en ondes de CJBC, ce sera le calme après la tempête. C'est comme un chien dans un jeu de quilles que CJBC entre en ondes dans la Ville Reine, mais le nouveau venu n'aboie pas, il agit plutôt comme un saint-bernard qui vient en aide, d'abord à une communauté francophone minoritaire, puis à un public francophile désireux d'apprendre la première langue officielle du Canada. Quelques deux cents journalistes, réalisateurs, animateurs, techniciens et administrateurs sont passés par CJBC; certains d'entre eux sont même devenus des vedettes de la société d'État, tant au niveau national que sur la scène internationale.

Voici quelques exemples de ces vedettes qui ont d'abord fait leurs armes à Toronto : Suzanne Laberge, Winston McQuade, Marie-Claude Lavallée, Jean-Michel Leprince, Catherine Kovacs, Chantal Hébert, Michel Désautels, Claude Deschênes, Céline Galipeau, Alain Crevier et Marc-André Masson. •••

NOTES

1. *« Radio-Canada s'explique sur CJBC et ses émissions françaises à Toronto », communiqué spécial, Société Radio-Canada, Montréal, 27 décembre 1963. Fonds, Jean-Raymond-Saint-Cyr, CRCCF, Université d'Ottawa (P61/4/12).*
2. *Op. cit.*, pages 4-6.
3. Dennis Braithwaite, *Toronto Star*, coupure de presse sans date, archives de l'Association de la radio-télévision française.
4. Maurice Cottrill, *Globe and Mail*, 1er septembre 1966.
5. « Ici Radio-Canada. Une voix française qui étonne l'Ontario », article de Clermont Trudelle et Pierre Fortier dans la revue *Cap-aux-diamants*, numéro 23, automne 1990, page 36.

La vérité sur George-Étienne Cartier

Les Québécois n'ont pas à payer pour la propagande « canadianisatrice » de Harper

Maxime Laporte a livré une conférence-action le 6 septembre dernier près du parc Montmorency de Québec, alors qu'au même moment, le gouvernement canadien honorait non loin de là la mémoire de George-Étienne Cartier dans le cadre des célébrations devant mener au 150e anniversaire de la Confédération en 2017.

Le président général de la SSJB a exigé que le fédéral dévoile toutes les sommes qu'il compte investir dans les activités de « propagande » et de construction identitaire canadienne qui se tiendront d'ici 2017. *Alors qu'Ottawa mène une politique d'austérité sans précédent, qu'il coupe dans le budget de Radio-Canada, fleuron de la culture francophone au Canada, Harper investira des sommes astronomiques pour célébrer la Confédération et ses Pères fondateurs. Or, je vous le dis, il n'y a vraiment pas de quoi être fier de la Confédération ; il n'y a rien à célébrer.*

Le Canada est fondé sur des mythes qu'il faut absolument déconstruire. Par exemple, le mythe des deux peuples fondateurs. Longtemps, on y a cru et d'aucuns y croient toujours. Or, le Canada lui-même a rejeté ce mythe. La reconnaissance, que ce soit de la nation québécoise, de la société distincte, d'un droit de véto pour le Québec, faut-il le rappeler, est inexistante dans la constitution canadienne.

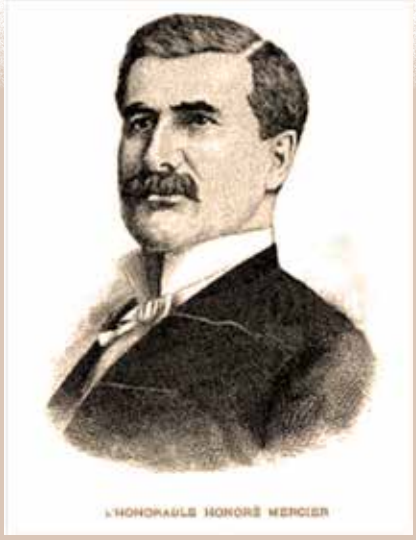
La « Confédération » de 1867, terme évidemment mal choisi puisque le Canada n'en est pas une, c'est l'institutionnalisation de notre statut de minoritaire sur le sous-continent canadien. Elle a été adoptée sans consultation populaire et à la suite de l'élection la plus frauduleuse de l'histoire du Canada.

George-Étienne Cartier, qui fut impliqué dans le mouvement patriote, a ensuite carrément viré son capot de bord. Admirateur de l'empire anglais qui l'a d'ailleurs ennobli, il est l'un des grands responsables du scandale du Pacifique. 350 000 $ ont été octroyés à l'époque à la caisse du Parti conservateur (bleu), ce qui équivaudrait aujourd'hui à plusieurs milliards en dollars. Que Harper se réclame de cet héritage, voilà qui porte au ridicule.

Le Canada n'est pas celui auquel voudraient nous faire croire les politiciens fédéralistes. Il s'agit d'un projet néocolonial, un projet d'affaires, lié essentiellement à la construction d'un chemin de fer Est-Ouest, lequel aura d'ailleurs été la cause de l'écrasement des Métis et de la pendaison de Louis Riel.

Cartier, qui a baptisé sa fille « Reine-Victoria » et qui a retiré le « s » de son prénom Georges pour faire plus anglais, a déjà dit : « Nous travaillons à notre tour à fonder ici une grande confédération [...] mais notre objet n'est point de le faire par la création d'institutions démocratiques; non, c'est plutôt d'aider l'élément monarchique à prendre parmi nous de plus profondes racines. »

Maxime Laporte plaide pour un meilleur enseignement de l'histoire nationale au secondaire, au cégep et dans les universités, pour que les Québécois soient mieux outillés pour comprendre leur histoire et soient plus conscients que l'histoire qui a été enseignée pendant longtemps est en bonne partie fondée sur des « mystifications ». *C'est l'histoire du vainqueur, pour ainsi dire. Or, on n'a pas le choix de rétablir les faits.* •••



Le 4 avril 1893, **Honoré Mercier** prononce un superbe discours devant 6 000 personnes au parc Sohmer, à Montréal. Il partage avec la foule sa vision prémonitoire de notre avenir en ces mots: ***Quand je dis que nous ne devons rien à l'Angleterre, je parle au point de vue politique, car je suis convaincu – et je mourrai avec cette conviction – que l'union du Haut et du Bas Canada ainsi que la Confédération, nous ont été imposées dans un but hostile à l'élément français et avec l'espérance de le faire disparaître dans un avenir plus ou moins éloigné. (…) J'ai voulu vous démontrer ce que pouvait être notre patrie. (…) J'ai fait mon possible pour vous ouvrir de nouveaux horizons et, en vous les faisant entrevoir, pousser vos cœurs vers la réalisation de nos destinées nationales. Vous avez la dépendance coloniale, je vous offre l'indépendance; vous avez la gêne et la misère, je vous offre la fortune et la prospérité; vous n'êtes qu'une colonie ignorée du monde entier, je vous offre de devenir un grand peuple, respecté et reconnu parmi les nations libres. Hommes, femmes et enfants, à vous de choisir, vous pouvez rester esclaves dans l'état de colonie ou devenir indépendants et libres au milieu des autres peuples qui, de leurs voix toutes-puissantes, vous convient au banquet des nations.***

Pierre Falardeau : 5 ans déjà

par Pierre Schneider

Même si cela fera cinq ans le 25 septembre prochain qu'il nous a quittés, à l'âge de 62 ans, le patriote Pierre Falardeau vit encore intensément dans nos mémoires et à travers ses œuvres inoubliables qui auront marqué avec sa parole d'agitateur toute une génération de Québécois.

Indépendantiste engagé dans notre lutte de libération nationale, Falardeau avait découvert à l'âge de 15 ans une vieille édition du livre *Les Patriotes de 1837-1838* de Laurent-Olivier David, œuvre qui lui a fait découvrir tout un pan de notre histoire qui avait été bien occulté par les adversaires religieux et monarchistes de l'idéal républicain.

Puis, en 1962, alors qu'il étudie au Collège de Montréal, son attention est attirée par une affiche du RIN (Rassemblement pour l'Indépendance nationale). *Pour la première fois de ma vie, on m'appelait à combattre pour la liberté*, écrira-t-il plus tard dans son livre *La liberté n'est pas une marque de yogourt*.

Irrésistiblement aimanté par cette quête, il y demeurera fidèle jusqu'à sa mort, après être devenu un combattant acharné qui met tous ses talents de cinéaste et de polémiste au service de l'idéal du Québec-pays.

Au cinéma

Après avoir fait une maîtrise en anthropologie à l'Université de Montréal, il réalise en 1971 son tout premier film intitulé *Continuons le combat*, sans aucun doute inspiré par la loi martiale imposée au Québec en 1970, alors que plus de 500 militants étaient emprisonnés arbitrairement pour délit d'opinion : une des plus belles réalisations, avec l'expropriation des terres de Mirabel, du Prince des Ténèbres Pierre Elliott Trudeau, de sinistre mémoire.

Après avoir réalisé quelques documentaires, Pierre Falardeau se fait connaître du grand public avec son grotesque et caricatural personnage d'Elvis Gratton, un portrait décapant du colonisé à la sauce québécoise destiné à faire prendre conscience de notre condition nationale désespérante.

Il en tire des films qui sont demeurés mythiques dans la cinématographie québécoise. Mais, pour les mettre au monde, Falardeau a été obligé de se battre jour après jour pendant des années contre les institutions culturelles publiques qui ont tout fait pour le décourager, sans jamais y parvenir. Il a su tenir tête aux autorités qui voulaient le museler. Ces combats épiques et épuisants, il les a bien décrits dans ses livres.

En 1985, il réussit avec l'aide de sa compagne Manon Leriche à filmer le banquet annuel des maîtres étrangers du Québec et de leurs petits valets au Beaver Club. Il en tirera un petit chef-d'œuvre intitulé *Le temps des bouffons*, un pamphlet dévastateur.

Par la suite il s'attaque à des œuvres de fiction majeures auxquelles il consacrera de nombreuses années, soit *Le party* (1989), *Le steak* (1992), *Octobre* (1994) et finalement *l5 février 1839* (2001), avec Luc Picard dans le rôle-titre de Chevalier De Lorimier.

Il avait travaillé à ce projet depuis le lendemain du référendum volé de 1995, mais ne trouvait pas de financement public. Des années de lutte et l'appui d'intellectuels québécois et du public ont finalement permis la naissance de cette œuvre importante qui raconte les derniers moments des Patriotes détenus et pendus au Pied du Courant.

Entretemps, il se consacre aussi à l'écriture et explique son combat dans différents journaux et revues, avec une plume originale et incendiaire. Qui me rappelle un peu le style déconstipé de Rabelais, de San Antonio (de Frédéric Dard) et de Frantz Fanon !

Je me souviens comme d'hier des funérailles de l'ami Falardeau célébrées à l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal, où des centaines de partisans et d'admirateurs pleuraient et applaudissaient l'artiste et l'homme engagé. Que d'émotion quand Lou Babin a interprété la fameuse chanson de Richard Desjardins, *Le cœur est un oiseau*, que Falardeau avait judicieusement insérée dans son film *Le party*.

Il faut relire et revoir ses nombreuses œuvres pour saisir l'essence de sa quête inlassable de liberté.

Non, Pierre Falardeau n'est pas mort. Sa parole vit encore et elle continue d'inspirer des milliers d'êtres humains épris de liberté. Et qui, comme lui, poursuivent le combat. •••

Il y aurait un million de choses que je pourrais dire sur mon père. Néanmoins j'ai choisi une anecdote qui explique bien une facette de sa personnalité. Un jour, Patrick Lagacé a écrit un texte merdique sur mon père et Julien Poulin, concernant une manifestation de soutien au Liban. La photo a fait le tour; on les voit tenir un drapeau du Hezbollah en compagnie de jeunes Libanais. Suite à cet article, mon père a croisé Pat Lagacé dans la rue… Je n'aurais pas aimé être à sa place. Je m'imagine très bien la scène. Je crois que Lagacé a eu la chienne. Tout de suite après, il est rentré chez lui pour se lamenter sur son blogue : « Pierre Falardeau m'a traité d'ordure ». Et s'en est suivie une mini-guerre des mots. La chose qu'il faut comprendre, c'est que mon père, ceux qui l'ont connu le confirmeront, était une personne charmante et gentille dans la vie, mais si quelqu'un s'en prenait à sa famille ou à ses amis, il devenait « mauvais ». C'est ce qu'a constaté Pat Lagacé.

Ce qui est drôle, c'est que dans les Cantons de l'Est, les gens du village ont tenu à lui rendre hommage à sa mort. Chacun y allait d'une anecdote ou d'un texte, et l'un des commerçants a choisi de lire le texte de mon père qui répond à Lagacé concernant cet événement. Nous avons perdu un grand patriote, nous continuons le combat. Nous vivrons. Nous vaincrons.

- Jules Falardeau, cinéaste, fils de Pierre Falardeau



Jules Falardeau (Photo : Mathieu Breton)

Pierre Falardeau, tu l'aimais tout de suite. Il était tellement chaleureux et sympathique et il s'intéressait à tous les sujets et à tout le monde. Je l'ai connu quand on a tourné Octobre, *en 1993, et nous sommes par la suite devenus amis. Nous nous parlions très souvent tant de politique que d'histoire. Il dévorait énormément de livres dont il me recommandait par la suite la lecture.*

Il était aussi très drôle et proche de ses sentiments et émotions. Assez pour pleurer. Malgré l'image publique qu'il projetait, c'était un tendre. J'ai eu beaucoup de plaisir à travailler avec lui. Nous avons attendu sept ans avant de pouvoir faire le film 15 février 1839 *et au cours de toutes ces années nous nous sommes côtoyés en amis et complices.*

Au-delà de tout, ce qui frappait chez Pierre, c'était sa grande humanité. Il aimait le monde et était très curieux au sujet du travail de chacun. J'ai eu beaucoup de plaisir à travailler avec lui. J'ai perdu un grand ami. J'y pense souvent et il me manque beaucoup.


Luc Picard (Photo : Mathieu Breton)

- Luc Picard, acteur

Le premier mot qui me vient en tête, c'est intégrité. Falardeau a été la rencontre marquante de ma vie. Il ne faisait jamais de compromis, comme j'ai pu le constater en jouant pour lui dans Octobre *ou dans* 15 février 1839. *Par exemple, il avait reçu une offre de série télé, qu'il a déclinée, même si ça lui aurait rapporté des sous. Il préférait travailler son cinéma, être seul maître à bord. Il vivait assez modestement, mais faisait ce qu'il voulait vraiment.*

Ma rencontre avec lui, lors d'auditions pour Le party, *ce fut un coup de foudre ! Un être libre qui assumait tous ses écrits et films, même quand certains étaient très offusqués de son langage vert. Ce que j'en retiens aussi, c'est que Pierre était à la fois intelligent et sensible. Le lendemain de la défaite référendaire de 1995, je l'ai appelé, croyant qu'il serait déprimé. On continue à se battre, a-t-il répondu, on a fait un bon score et on y retourne pour le clancher, tabarnak* !



Denis Trudel (Photo : Mathieu Breton)

- Denis Trudel, acteur

Il y a beaucoup de souvenirs de Falardeau dans ma tête, mais ce qui me vient spontanément, ce sont les nombreuses conférences que j'ai organisées pour lui dans les cégeps et universités. Comme j'étais un de ses éditeurs, on passait souvent par moi pour l'inviter à parler aux étudiants et je l'ai accompagné un peu partout au Québec. À chaque fois, j'étais touché par sa façon très humaine de parler d'indépendance aux jeunes. Et j'admirais également son efficacité à les convaincre par un discours clair et net. Souvent, aussi, lors de ces conférences, il y avait la présentation d'un de ses films. Pendant le visionnement du film par les jeunes, on en profitait alors lui et moi pour aller griller des cigarettes ou prendre un café. On parlait d'art, de politique, de nos vies... Je garde un très bon souvenir de ces discussions.


Pierre-Luc Bégin (Photo : Mathieu Breton)

- Pierre-Luc Bégin, éditeur, Les Éditions du Québécois

[Propos recueillis par Pierre Schneider]

•••

ÉVÉNEMENT DE COMMÉMORATION

Le jeudi le 25 septembre, vous êtes invités à la projection du documentaire *Pierre Falardeau*, en présence du réalisateur Germain Guttierez, de Manon Leriche, de Jules Falardeau et de Maxime Laporte. Maison Ludger-Duvernay, 19 h. Entrée libre.

PHOTO-SOUVENIR



Décédé le 7 mai 2013, à l'âge de 84 ans, **Léo Chartier** était membre de la SSJB de Montréal. Il consacra plusieurs années de sa vie à réhabiliter Étienne Chartier (1798-1853), qui était à la fois prêtre, patriote, journaliste, avocat et éducateur. L'abbé Chartier connut la disgrâce à son époque parce qu'il avait été le seul représentant de l'Église à se ranger d'une manière forte dans le camp des Patriotes, lors de la rébellion de 1837-1838. Léo, son arrière-petit-neveu, consacra quelque 25 ans à fouiller, rechercher et rassembler divers écrits et documents de ce personnage qui contribua à l'histoire patriotique, qui rédigea l'une des premières grammaires du Québec et qui voulait créer un système d'éducation accessible à tous, afin que le peuple puisse se libérer des « Anglais ».


L'abbé Étienne Chartier.

En 2006, Léo Chartier obtint la permission de faire exhumer les restes du curé, qui étaient sous l'église de Saint-Gilles de Lotbinière, et de transférer sa dépouille dans le cimetière attenant. Par la suite, en 2010, la parution du livre *Etienne Chartier la colère et le chagrin d'un curé patriote*, écrit par Gilles Boileau (avec la collaboration de Léo Chartier), chez Septentrion, contribua à faire connaître davantage ce curé pour le moins atypique. La reconnaissance du prêtre se poursuivit en 2013 lors de la Journée nationale des patriotes (moment tant attendu par Léo Chartier, hélas décédé quelques jours plus tôt) avec le dévoilement du monument d'Étienne Chartier. Sur la photo, prise par sa fille Lise, on voit Léo Chartier remettre un portrait du curé patriote à Jean Dorion, alors à son premier mandat (1989-1994) comme président de la SSJB. La SSJB tient à souligner aujourd'hui le travail exceptionnel et méritoire accompli par le patriote Léo Chartier pour un autre patriote. •••



Vingt ans sans faire l'éducation à l'indépendance, c'est long! Comment se surprendre alors que la jeunesse ne comprenne pas son utilité et son urgence ? Nous sommes face à un hiatus de vingt ans dans l'éducation à l'indépendance. C'est catastrophique, mais pas désespéré. Bref, si l'on trouve vraiment que l'indépendance est nécessaire et urgente, il va falloir changer de stratégies. Il va falloir cesser de penser que l'idée d'indépendance va progresser toute seule et que la conjoncture va nous aider à convaincre le peuple. L'indépendance, c'est bon autant quand l'économie va mal que quand elle va bien. Penser autrement, c'est s'assurer que les élections futures ne seront rien d'autres que des élections de petites provinces, sans les pouvoirs réels qui permettent d'orienter son destin.

– Robert Cadotte (1946-2014), dans *L'Aut'journal* du 5 mai 2014

Le mot juste... Pour l'amour du français

par Élaine Des Lauriers

Voici quelques expressions utilisées dans de mauvais contextes ou tout simplement empruntées à l'anglais alors qu'il existe des façons bien françaises de les exprimer.

Expression fautive	**Bonne expression**
Chef de pupitre	**Secrétaire de rédaction**

Pupitre (petit meuble à surface inclinée) est synonyme de lutrin pour les musiciens et les chefs d'orchestre. La personne qui dirige une section d'instruments dans un orchestre sera ainsi appelée « chef de pupitre ». Par exemple, le chef de pupitre des violons. En journalisme, le terme correct pour désigner la personne qui dirige l'édition parlée ou écrite d'un journal est secrétaire de rédaction.

S'objecter — **S'opposer, s'élever contre**

Le verbe objecter n'a pas de forme pronominale. On peut s'opposer à une idée, à une décision, ou s'élever contre. Ainsi, les employés municipaux ne s'objectent pas au projet de loi 3, mais ils s'y opposent.

D'avance

Certains verbes, comme *avertir, prévenir* et *prévoir* ne doivent pas être suivis par « d'avance », car on fait alors un pléonasme. Lorsqu'on dit « il m'a prévenue de son arrivée », on sait très bien qu'il l'a fait à l'avance.

Le mot *TROUBLE* est à la source de bien des expressions qui sont des calques ou anglicismes. En voici quelques-unes...

Avoir du trouble (anglicisme, to have trouble)	**Avoir des ennuis, avoir du mal, des difficultés, éprouver des problèmes**
Faire du trouble (calque, to make trouble)	**Faire des histoires, des difficultés** **Causer des ennuis, des embêtements** **Donner du fil à retordre**
Être dans le trouble (calque, to be in trouble)	**Avoir des ennuis, des problèmes, des difficultés**
Se donner du trouble (calque, to take the trouble)	**Se donner du mal, prendre la peine de**

Sous l'influence de l'anglais, nous utilisons aussi à tort certaines locutions latines. En voici quelques-unes….

Per capita — **Par personne, par tête**

« La dette par personne est de 200 $. »

Per diem — **Indemnité quotidienne, journalière**

« Mon indemnité quotidienne s'élève à 75 $. »

Affidavit — **Déclaration écrite sous serment**

Au Québec, ce terme latin est utilisé souvent, à tort, pour parler d'une déclaration écrite sous serment. On dira donc tout simplement « déclaration écrite sous serment ».

Momentum — **Élan, vitesse acquise**

En français, on dira plutôt « il faut savoir profiter de son élan », « la campagne électorale bat son plein » ou « a atteint sa vitesse de croisière ».
Aussi, « to loose momentum » se traduira en français par « être en perte de vitesse ».

Sources :
Camil Chouinard *1300 pièges du français parlé et écrit au Québec et au Canada,* Éditions Libre Expression, 2001.
Marie-Éva de Villers, *Multidictionnaire du français,* Québec Amérique, 2009.

DEVENEZ BÉNÉVOLE POUR LE
MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS

Être bénévole pour le Mouvement Québec français est la meilleure façon de faire avancer la cause du français à Montréal et au Québec.

Bien que la priorité du MQF est de mobiliser ses sympathisants par téléphone, il est toujours possible de faire d'autres tâches, de la disposition de salles jusqu'à la recherche ou la technique, en passant par l'entrée de données. Tous les apports sont les bienvenus !

En plus de trouver une profonde satisfaction dans votre engagement, militer au Mouvement Québec français vous permettra de rencontrer des gens qui, comme vous, ont à cœur la préservation de la langue française dans la métropole.

Communiquez avec nous
au 514-835-6319 ou sans frais au 1-888-285-7644.
Portons la cause du français tous ensemble !

La question se pose chaque jour davantage

La Presse : journal d'information ou de propagande?

par Christian Gagnon



Propriétaire de *La Presse* de 1889 à sa mort en 1915, Trefflé Berthiaume promit au chef libéral Wilfrid Laurier la complaisance éternelle de son journal.

Fondé en 1884, le quotidien montréalais *La Presse* est devenu cinq ans plus tard la propriété de l'un de ses typographes : Trefflé Berthiaume. En 1905, ce dernier vend son journal à des partisans conservateurs, mais ne tarde pas à le regretter. Voulant en redevenir propriétaire, Berthiaume supplie le premier ministre Wilfrid Laurier de convaincre les nouveaux propriétaires de lui revendre *La Presse*. Le chef libéral y parviendra l'année suivante. Berthiaume lui en sera si reconnaissant que dans une lettre datée du 12 mars 1906, il lui écrira, *Grâce à vous, j'avais acquis mon indépendance et je la destinais, cette indépendance, à vous combler de reconnaissance par tous les moyens dont (sic)* La Presse *pouvait employer.* La servilité dudit journal au bénéfice du parti libéral ne date donc pas d'hier. Il en est de même pour le double langage de *La Presse* qui, tout en ayant donné son âme aux Libéraux, assure ses lecteurs dans son édition du 3 novembre 1906 qu'elle *sera à l'avenir ce qu'elle a été depuis sa fondation, c'est-à-dire un journal entièrement indépendant de tous les partis politiques, de toutes les factions, de tous les groupes.*

Rien ne semble avoir changé à ce chapitre en 2014, l'éditorialiste en chef André Pratte réaffirmant périodiquement dans la page éditoriale que jamais les positions défendues par *La Presse* ne sont influencées par les intérêts et opinions de la famille Desmarais. Ainsi, lorsque tous ses chroniqueurs ânonnent en chœur que c'est grâce aux sables bitumineux de l'Athabasca que, par péréquation interposée, le Québec peut se payer des garderies à 7 dollars, le lecteur doit faire abstraction des importants investissements de Power Corporation dans le pétrole sale albertain et des multiples études (dont celle de l'IRIS dévoilée le 12 mars dernier) démontrant que c'est avec leurs impôts plus élevés que les Québécois se paient des programmes sociaux plus généreux. C'est sans compter la complaisance aussi crasse qu'ancestrale de *La Presse* dans la défense de toutes les exactions du régime Charest comme de celles de tous ses prédécesseurs libéraux et fédéralistes. S'il n'en était tenu qu'à *La Presse*, il n'y aurait jamais eu de commission Charbonneau. Mais il y a pire.



L'éditorialiste en chef de *La Presse*, André Pratte, est aussi président du conseil d'administration du « think tank » *L'idée fédérale*, ce qui en dit long sur ce que la famille Desmarais attend de lui. On le voit ici entouré de Jean Charest, Brian Mulroney et Philippe Couillard lors d'une conférence publique de l'organisme en février dernier. Le Conseil des Gouverneurs de *L'idée fédérale* est présidé par nul autre que Jean Charest, enfant chéri de Gesca.

Tous les jours sur son site Internet, *La Presse* soumet à ses internautes une question d'actualité – généralement tendancieuse – sous forme de mini-sondage à choix de réponses multiples. Les résultats de *La question du jour La Presse* sont publiés dans l'édition papier du lendemain. Le 9 mars dernier, on est en pleine campagne électorale. Pierre Karl Péladeau annonce qu'il sera le candidat du Parti Québécois dans Saint-Jérôme. Le surlendemain, *La Presse* puise un extrait du discours d'investiture de PKP pour sa « question du jour ». *Selon le candidat-vedette du Parti Québécois, Pierre Karl Péladeau, «l'indépendance du Québec doit se faire. Un peuple, une nation est légitimement en droit d'avoir un pays.» Êtes-vous d'accord avec M. Péladeau à ce sujet?* À 10 h, le NON est à 51 %. Mais dès 13 h, le OUI prend les devants à 58 %, puis à 64 % à 14 h. C'en est trop pour *La Presse* qui, à 15 h, fera disparaître cette question du jour, à la fois de la page d'accueil de son site et de celle des archives des « questions précédentes », pour la remplacer par une autre recueillant des avis plus partagés : *Selon François Legault, Pierre Karl Péladeau doit vendre ses actions dans Québecor s'il veut faire de la politique. Qu'en pensez-vous?* Autrement dit, chaque matin, une « question du jour » est conçue pour promouvoir le fédéralisme. Si elle n'atteint pas son but propagandiste, on la limoge. Belle objectivité journalistique!





Les répondants à la « question du jour *La Presse* » du 11 mars dernier ont donné raison à deux contre un à PKP en matière de droit du Québec à l'autodétermination. La rédaction a donc tout bonnement et prestement censuré ces résultats impies.

Puis, à l'élection du 7 avril dernier, la victoire des libéraux de Philippe Couillard ne peut être plus totale. Mais *La Presse* ne semble pas être encore rassasiée. Le 24 avril, elle publie dans sa page *Débats* un texte intitulé *La force, la vérité et l'avenir du français*. Son auteur, un certain David Marshall se disant urbaniste et francophile, s'en prend à Jean-François Lisée qui, dans les jours précédents, a mis en garde les Québécois en pointant du doigt l'assimilation des francophones hors-Québec, soulignant ainsi la nécessité de la souveraineté du Québec. Marshall écrit, *Les soi-disant défenseurs de la langue française se reportent souvent aux taux d'assimilation dans le reste du Canada pour se justifier. Or, même ici, les chiffres ne mentent pas. En Ontario, le taux d'assimilation auprès des francophones a été manifestement neutralisé. La part franco-ontarienne demeure stable à presque 5 %, soit 600 000 personnes. Dans l'Ouest, le nombre de francophones a augmenté de 18 % entre 2006 et 2011. Arrêtons les chicanes, mettons de côté nos insécurités*, conclut un Marshall pas très original.

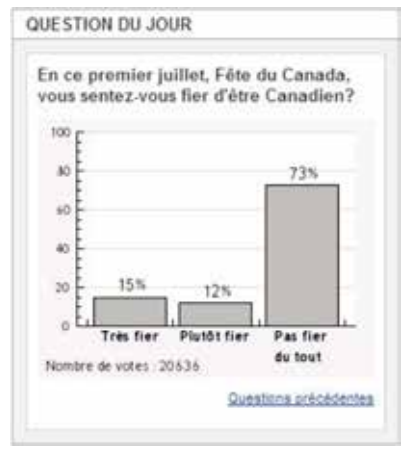
Or, en comparant les données des recensements de 2006 et 2011, Marshall fait exactement ce que Statistique Canada a fortement déconseillé de faire, compte tenu de la nouvelle méthodologie utilisée pour la première fois en 2011 sur les questions linguistiques. Et pour cause! Comme l'a expliqué le mathématicien Charles Castonguay (un vrai expert, celui-là), *c'est le parti pris idéologique de Stephen Harper pour un recensement minimal qui a provoqué le défaut de comparabilité* (*L'aut' journal*, décembre 2012). Castonguay explique que le *sabotage du recensement de 2011* a résulté en une rupture draconienne des tendances observées auparavant, les données n'étant dès lors plus du tout crédibles. Il cite en exemple le cas de l'Ontario, « province d'immigration par excellence » où se serait produite entre 2006 et 2011 une prétendue augmentation de la proportion d'anglophones jumelée à une supposée diminution de la part d'allophones, « une première depuis le recensement de 1951! » *Dans l'ensemble du Canada*, ajoute Castonguay, *environ un demi-million de personnes qui se seraient déclarées allophones en 2011 si l'on avait conservé le questionnaire « long » en vigueur aux recensements de 2001 et 2006, se sont déclarées de langue maternelle anglaise ou française en réponse au moignon de questionnaire imposé par Harper. L'information sur la langue d'usage à la maison accuse un semblable défaut de comparabilité. À en croire les données nouvelles, la population de langue d'usage française à l'extérieur du Québec aurait augmenté entre 2006 et 2011, alors qu'elle a constamment reculé depuis que Statistique Canada recueille ce renseignement.* Voilà qui rend absolument invraisemblables les chiffres de Marshall, ce que *La Presse* ne pouvait ignorer. Mais la tentation propagandiste était sans doute trop forte.

Grand hérault du fédéralisme canadien, *La Presse* ne s'arrête pas là. Le 3 mai suivant, la page frontispice de sa grosse édition du samedi fait un véritable panégyrique de la ville de Toronto qui surprend pour un quotidien montréalais. En tournant la une, on tombe sur un long article titré *Vivre en français à Toronto*. Cette fois encore, la journaliste fera fi de la lourde tendance statistique d'assimilation des Franco-Ontariens. Se fiant aux seules impressions d'une animatrice de Radio-Canada à Toronto, elle rapporte la présence d'une *réelle effervescence culturelle* française dans la métropole canadienne, essentiellement attribuable à la venue de francophones du Québec et de partout dans le monde. La journaliste en veut pour preuve une plus grande disponibilité de croissants et de fromages fins depuis quelques années... Elle cite Jim Donovan, réalisateur québécois installé à Toronto depuis quelques années, déclarant, *Beaucoup de francophilie... C'est un bon moment pour être francophone à Toronto*. Or, sans vouloir contrarier quiconque, la toute dernière librairie francophone de la Ville Reine a fermé ses portes le 22 juillet dernier. *Depuis 10 ans, on n'a pas eu une année qui a été profitable*, a expliqué Gérard Savaria, président de la chaîne propriétaire *LS Travel Retail*. Deux autres librairies ont vendu des livres en français à Toronto au cours des dernières années. Le *World Biggest Bookstore* a fermé plus tôt cette année, tandis que la librairie *Champlain* a rendu l'âme en 2009.

Pendant ce temps, les 10, 11, 12 et 13 mai derniers, le *Journal de Montréal* publie en rafale sous la plume de la journaliste Marie-Joëlle Parent, quatre longs reportages très fouillés sur l'état d'assimilation des Franco-Américains de Nouvelle-Angleterre. On est loin de la rhétorique canado-dithyrambique de *La Presse*... Mais le 23 juin, veille de Fête nationale du Québec, *La Presse* ne se prive pas d'une charge à fond de train contre la Fête nationale du Québec, dont les pourtant prévisibles effluves patriotiques font parfois entendre – ô horreur – des points de vue indépendantistes. Le chroniqueur Alain Dubuc déplore une fois de plus que l'organisation de la fête à Montréal soit entre les mains de la SSJB et avance que de présenter des spectacles en anglais à la Fête nationale équivaudrait à la « moderniser ». Dans la page *Débats*, Francine Boivin, fonctionnaire retraitée, se plaint même que Québec soit désignée capitale « nationale » et le MBAQ, musée « national » des beaux-arts du Québec. Elle se dit également agacée que certains parlent d'autonomie dans le secteur agricole en termes de « souveraineté agricole ». Le 24 juin, non seulement faudrait-il donc museler des millions de citoyens, mais il faudrait aussi arracher quelques pages du dictionnaire...

Le 1er juillet, *La Presse* nous refait le coup de la « question du jour » mal répondue. Aux internautes sans doute mal avisés, *La Presse* demande, *En ce premier juillet, Fête du Canada, vous sentez-vous fier d'être Canadien?* À 18 h 40, l'option « Pas fier du tout » recueille 73 % d'adhérents. *La Presse*, elle, n'est pas fière des répondants, qu'elle considère sans doute comme une vaste meute de brebis égarées, loin du jardin d'Éden fédéraliste. La question finira elle aussi dans les limbes de l'oubli et aucune autre ne la remplacera dans l'édition papier du lendemain. « Gesca knows best. » *La Presse* avait aussi employé le même procédé expéditif lorsque, le 9 mai 2013, la question *Êtes-vous satisfait d'avoir une commission spéciale sur les événements du printemps dernier ?* avait recueilli 76 % de *Non, j'aurais préféré une commission indépendante*.





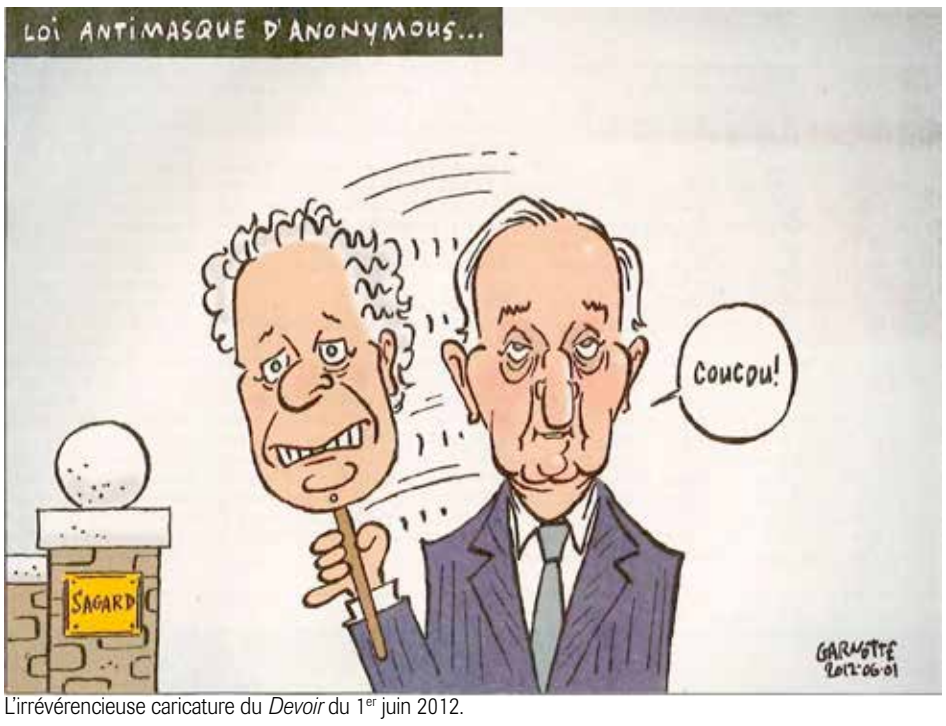
Alors que, régulièrement, des chroniqueurs de *La Presse* ne se gênent pas pour s'en prendre nommément à leurs confrères du *Devoir* et du *Journal de Montréal*, ces derniers se contentent de se défendre lorsqu'ils sont apostrophés. Une exception notable est constituée de la caricature du *Devoir* du 1er juin 2012. Celle-ci fait écho à la diffusion sur la Toile, deux jours auparavant par *Anonymous*, d'une vidéo clandestine tournée au pharaonique domaine Sagard du président de Power Corporation, Paul Desmarais. Le 30 août 2008, le multimilliardaire propriétaire de Gesca y avait invité pour le 80e anniversaire de sa femme, des centaines de

suite à la page 14

suite de la page 13

La Presse : journal d'information ou de propagande?

grands de ce monde, dont Jean Charest, alors premier ministre en exercice. Quatre ans plus tard, la mise au jour de cette vidéo avait suscité le dégoût de beaucoup de Québécois pour la débauche de sa classe dirigeante participant à une opulente fête de 14 millions $ alors même qu'on demandait aux étudiants de payer plus.



L'irrévérencieuse caricature du *Devoir* du 1er juin 2012.

Mais ce rarissime écart du *Devoir* à l'endroit du discret mais non moins omnipotent Paul Desmarais ne va pas à la cheville de ce dont *La Presse* est capable. Dans la sinistre catégorie de la manipulation politique, notons l'édition du 24 février 2001 de ce quotidien qu'Olivar Asselin surnomma jadis *la pute de la rue Saint-Jacques*. Le premier ministre Lucien Bouchard a démissionné depuis le 11 janvier. Trois ministres péquistes sont alors pressentis à sa succession. Mais bien qu'ayant accordé privément sont appui à Pauline Marois, François Legault vire capot et se range publiquement derrière Bernard Landry. Seul candidat en lice, Landry se dirige alors vers un couronnement, ce qui aura l'avantage d'épargner au Parti Québécois une coûteuse, épuisante et diviseuse course à la chefferie. Mais un candidat très marginal, l'ancien chef du Parti vert Jean Ouimet, veut faire la lutte au ministre des Finances, de l'Industrie et du Commerce. Inconnu du grand public, Ouimet n'a rassemblé en un mois qu'entre 600 et 700 des 1000 signatures issues de 40 circonscriptions devant accompagner son bulletin de candidature, alors que Landry en a rapidement déposé 5400. Puisqu'il ne reste qu'un tout petit weekend à Ouimet pour y arriver, que peut donc faire *La Presse* pour emmerder le plus possible ses ennemis « séparatistes »?


DRAME KURDE: LE VOYAGE D'UNE VIE

SUR LES TRACES DE MÉLANIE TURGEON

La Presse

Gainsbourg, mort... ou vif? Vif!
Arts+Spectacles, page D1

Les souvenirs du poète
Cahier Plus, pages B6 et B7

Les dessous de la veuve
Cahier Cinéma, page C1
Juliette Binoche

UN SIGNE DES TEMPS!

VERS UNE COURSE AU LEADERSHIP AU PQ?

Le rival de Landry fait un blitz

Il lui manque 400 signatures

MARIE-CLAUDE LORTIE

Y aura-t-il une course au leadership au Parti québécois?

La Ligue de hockey junior majeur du Québec

La Ligue nationale de hockey

Expos

La une de *La Presse* du samedi 24 février 2001

Ce 24 février 2001, alors que les autres grands quotidiens font leur une avec les affrontements sanglants en Indonésie et l'acquittement de Michel Dumont qui clamait son innocence depuis plus de dix ans, *La Presse* accorde sa manchette principale... au bulletin de candidature de Jean Ouimet. Les 270 000 copies de *La Presse* de ce samedi offrent alors une gigantesque publicité au parfait quidam qu'est Ouimet. Toute éléphantesque que soit cette opération digne du « coup de la Brink's », elle ne permettra pas à Jean Ouimet de franchir le cap des 1000 signatures. Le 8 mars, Bernard Landry deviendra donc chef du PQ et premier ministre. Cependant, personne n'aura été dupe de la nature hautement délibérée et fort peu subtile de l'initiative de *La Presse*. Un record de grossièreté.

Voilà maintenant huit ans que le Robin des banques Yves Michaud poursuit son bras de fer devant les tribunaux contre Gesca afin d'obtenir les états financiers détaillés de l'entreprise. Michaud soupçonne le groupe de presse d'exploiter *La Presse* à perte depuis de nombreuses années dans le seul but de promouvoir les opinions politiques et intérêts économiques du clan Desmarais. Voilà une cause qu'il vaudra la peine de suivre de près, non pas dans les pages de *La Presse,* mais dans celles d'autres journaux minimalement indépendants. •••

Notre génération n'a pas fini de surprendre.

– Maxime Laporte



Vous reconnaîtrez plusieurs jeunes indépendantistes de diverses organisations sur cette photo. Assis à l'avant : Camille Goyette-Gingras, Xavier Barsalou-Duval (Forum jeunesse du Bloc québécois), Alexandre Leduc (Québec Solidaire), Maxime Laporte (SSJB), Léo Bureau-Blouin (PQ), Jason Brochu-Valcourt et Martine Desjardins. Debout derrière : Catherine Fournier (Conseil général de la SSJB), Carl Boileau, Olivier Lacelle, Geneviève Boileau, Jean-Patrick Reysset, Antonin Duchamp, Mathieu Boucher (Conseil jeunesse de la SSJB), Laurence Beauchemin, Frédérik Desaulniers, Geneviève Bordeleau, Louis-Philippe Sauvé, Stéphanie Tougas, Louis-Philippe Viens et Vladimir De Thézier. (Photo: Mathieu Breton)

Le 3 juin dernier, lors d'une conférence de presse, le président de la SSJB, Maxime Laporte, qualifiait de « boiteux », d'« arbitraire » et de « précipité » le jugement posé par le quotidien *La Presse* sur l'ensemble de la génération Y en ce qui a trait au projet indépendantiste. *Il ne faut surtout pas penser,* a souligné Maxime, *que les jeunes ont abandonné le rêve d'un Québec libre. Les sondages, surtout lorsqu'ils sont non-probabilistes, non représentatifs et menés auprès de seulement 500 personnes sur Internet, nous en apprennent peu sur leur sensibilité et leur potentiel à cet égard.*

Contrairement aux « Baby Boomers » ou à la génération X, les jeunes de la génération Y n'ont jamais vécu de conjoncture référendaire ni de grands débats constitutionnels. Il faut donc s'abstenir de tirer des conclusions hâtives et plutôt se réjouir du fait que tant de jeunes appuient toujours, en dépit de tout, l'idée que le Québec rejoigne un jour le concert des Nations. Même dans le sondage publié par La Presse, *42 % des jeunes trouvent le projet emballant et 44 % croient qu'il est réaliste.*

De plus, a poursuivi Maxime, *Il est faux, archifaux, de dire que les jeunes ont renoncé au projet d'indépendance. Par contre, il est plus exact d'affirmer que les jeunes n'ont pas été suffisamment éclairés sur ces enjeux, comme le démontre d'ailleurs de manière inquiétante le faible pourcentage (4 %) de répondants au sondage* CROP *qui ont réussi à replacer dans l'ordre chronologique différents événements ayant marqué notre histoire. Et si ces jeunes étaient mieux informés, à l'école notamment, et moins désinformés ? Telle est la question à se poser.*

Comme un pied de nez à *La Presse*, plusieurs jeunes de diverses organisations ont pris part à cette conférence de presse. Y participaient, outre Maxime Laporte, des représentants de mouvements étudiants universitaires, du Forum Jeunesse du Bloc Québécois, d'Option nationale, du Conseil national des jeunes du Parti Québécois, du Rassemblement des mouvements indépendantistes collégiaux, de Québec Solidaire, de Cap sur l'indépendance, etc.

•••

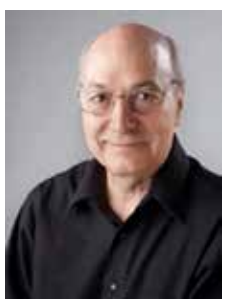
NOUS NOUS SOUVIENDRONS...

Ernest Séguin
(1920-2014)



Le 7 juillet dernier, nous quittait Ernest Séguin, ardent défenseur de la cause nationaliste. Ernest Séguin a été parmi les premiers membres du RIN. Tout au long de sa vie, il a été fier de son peuple, de sa belle langue française et de sa culture. Il était convaincu qu'on était capable de prendre en main notre avenir collectif, de s'affranchir et de mener à bien notre beau projet de pays. Il fut membre de la SSJB pendant plus de 60 ans. Il a obtenu le titre de membre honoraire ainsi que l'hommage au mérite en 1996. Il a été grandement engagé dans l'exécutif de la SSJB pour représenter les sections de Ville St-Pierre puis de Lachine. Que ce patriote repose en paix !

Robert Cadotte
(1946-2014)



Illustre acteur du milieu de l'éducation, Robert Cadotte est mort le 17 juillet à l'âge de 68 ans. Auteur de plusieurs ouvrages et ancien commissaire à la Commission scolaire de Montréal, il a fondé le Centre de formation sur l'enseignement en milieu défavorisé et il a été très actif dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Il était bien connu pour son franc-parler et ses positions à contre-courant, ainsi que pour sa grande sensibilité devant les injustices. Il était membre de la section Chomedey-de-Maisonneuve de la SSJB.

Un été sous fond de tempête (linguistique)… dans un verre d'eau !

par Christian Rivard

Cet été, assis au soleil, comme une certaine Lise Thibault le faisait si bien, je lisais mes journaux comme le ferait un vrai chef d'État. À ma grande surprise, un débat sur fond linguistique s'est invité dans mes lectures alors qu'aucune étude ni projet de loi linguistique n'occupaient la scène québécoise.

De nombreux textes ont paru dans nos médias à propos du « franglais », mot-valise afin de nommer la créolisation de la langue française québécoise. J'en ai compris que plusieurs de leurs auteurs voyaient dans cette créolisation la dégradation de notre belle langue française. Je n'adhère pas à ce concept de dégradation. Il serait malencontreux toutefois de ne pas se préoccuper de ce phénomène que je nomme plutôt « éloignement de la maîtrise normative de la langue ». Il est fort possible que notre langue ne se porte pas bien. Lorsque les Québécois se « love », se « split le cash », se sentent « fucking » trop bien, deviennent les « best » du monde, il est clair que nous nous éloignons des dictionnaires. Sans vouloir trop dramatiser, il y a de sérieuses interrogations à se poser. Combien grand est notre éloignement lorsque, incontestablement, les statistiques démontrent un recul du français au Québec.

Depuis longtemps déjà les Québécois utilisent des termes anglais lorsqu'ils s'expriment au quotidien. À l'occasion, nous en échappons un ici et là. Lorsque nous en avons conscience, nous nous reprenons. Cependant, n'y a-t-il pas péril en la demeure lorsque cet échappement est banalisé et accepté en connaissance de cause ? Ces mots anglais s'enracinent alors dans notre langage parlé et jusque dans l'écriture, jusqu'à ne plus s'en rendre compte, jusqu'à s'imaginer qu'être « cute » c'est être plus jolie que « mignonne ». Certains diront que ce mélange des langues est une évolution, alors que cela s'approche de l'aliénation ! S'aliéner, c'est s'éloigner !

Il est vrai que l'ampleur de cet éloignement est évaluée selon une référence linguistique protégée par les instances publiques. Au delà de quels repères est-il possible de prétendre à un éloignement ? Est-ce à la rapidité à laquelle se creuse l'écart entre ce qui est utilisé comme langage et la référence linguistique que nous évaluons cet éloignement ? Ou lorsque celui-ci n'est même plus une préoccupation de la part des locuteurs ? Ou encore lorsqu'il y a acceptation de la part de l'auditeur ?

Cet éloignement de la maîtrise normative ne se concrétise-t-il pas dans ce que je nomme des déguisements linguistiques. Nous croyons mieux exprimer une réalité, être plus vrai, plus frappant, en déguisant notre propos de mots anglais. Comme si, en préférant dire que « c'est clean » plutôt que « c'est propre », notre objet devenait du même coup plus propre que propre ! En ces déguisements j'y remarque aussi une stratégie «semi-efficace-semi-paresse-semi-inconscient-semi-à-la-mode » d'utiliser de courts mots, tels que « sick », « work », « fun », « fuck », « chill », « cool »... Comme si couper court devenait indispensable afin de ne pas trop prolonger la conversation, comme s'il ne fallait pas perdre la chance de s'exprimer. Si cela est tendance à l'oral comme dans les médias sociaux, où la vitesse à laquelle on s'exprime est un facteur important, n'est-ce pas là d'ailleurs la terre fertile de ce que d'aucuns nomment la créolisation de la langue française ?

Nous sommes tous complices de l'épanouissement, de la créolisation ou simplement de l'évolution de notre langue. Complices dans sa beauté, son efficacité et sa transformation. Je me réjouis d'entendre des interlocuteurs qui s'efforcent de lui rendre ce qu'elle a de plus beau, de plus efficace. De simplement parler avec précaution et respect. Évitant de la parler de façon précipitée, s'exprimant avec justesse et profondeur. Lorsque nous escamotons nos fins de mot, nos fins de phrase, nos argumentations, lorsqu'on utilise des mots imprécis, passe-partout, lorsque nous expulsons des mots au lieu de prendre le temps de bien s'exprimer, nous lui forgeons des distorsions. Même que, parfois, l'aliénation s'exprime en évitant les termes prétendument prétentieux, de peur de se démarquer des autres, de peur de tout simplement « trop bien perler ». Certains préfèreront dire « oh, wow, c'est tellement nice », plutôt que « c'est magnifique ! ».

C'est inquiétant cette faible utilisation de la grande précision du français, de sa grande quantité de mots, de la diversité de sens qu'il nous offre. Pourtant, toute cette richesse de la langue n'est même pas valorisée. Pourquoi nous efforçons-nous d'utiliser les atouts de la langue française qu'en situation formelle (tel qu'un entretien pour un emploi, dans les travaux scolaires, les rapports de travail…), alors que si nous nous efforcions de les utiliser à toute prise de parole, cela se ferait somme toute facilement. Nous avons tous les moyens à notre disposition pour maîtriser notre instrument, mais nous préférons y aller de fausses notes !

Le cas Dead Obies

Le groupe rap québécois Dead Obies a fait jaser cet été. Du moins, ils ont été conviés à une bataille journalistique à laquelle ils se sont joints le temps d'une réplique. Les Dead Obies utilisent un mélange hétéroclite de français et d'anglais par choix artistique afin de développer des rythmes, des sonorités. Ce langage mélange à l'extrême les langues et devient une sorte de créole esthétiquement intéressant et frôlant l'exagération.

Ce jeu artistique n'est pas nouveau. La Québécoise Jorane a poussé le jeu encore plus loin en inventant un langage lorsqu'elle chante derrière son violoncelle. Idem pour la formation musicale islandaise Sigur Rós. Cela brise les barrières sonores qu'une langue impose lorsqu'on écrit des textes poétiques. Ce sont des créations artistiques intéressantes où les sons et l'expression des sons ont toute leur importance. Telle est la veine artistique de Dead Obies, quoiqu'un peu différente, mais aussi riche, qu'il exploite bien d'ailleurs.

Cependant, il y a erreur lorsque plusieurs journalistes et chroniqueurs classent le langage des Dead Obies dans la même catégorie que celui du groupe acadien Radio Radio. Le « franglais » des Dead Obies est une œuvre artistiquement intéressante, mais reste néanmoins un créole pauvre et superficiel, puisque ce langage n'a pas le contexte historique qui a véritablement façonné le « chiac » des Acadiens de Radio Radio. Le « franglais » de ces derniers est celui d'une nation qui se façonne depuis 400 ans au cœur d'un territoire longtemps dominé par les Anglais, alors que Dead Obies joue au créateur sonore pigeant ici et là dans les langues française et anglaise. Qu'en est-il de notre langue commune alors ? Et, tant qu'à parler *angliche*, « who cares ? ».

Dernièrement, les quarante « immortels » de l'Académie française, institution fondée en 1634 dont la fonction est de normaliser et de perfectionner la langue française, faisaient part de leur inquiétude et de leur volonté de « reconquérir la langue française ». Cette vénérable institution exprimait haut et fort ce que le Mouvement Québec français se tue à répéter : l'anglicisation du Québec, comme de la France, est perceptible pour quiconque ne cherche pas à banaliser le phénomène.

Il est vrai que Montréal a retrouvé dans les années 1970 son statut qui lui revenait, soit celui de métropole francophone de l'Amérique du Nord. Dès le début des années 1990, depuis que la Loi 101 a subi un véritable déchiquetage de la part de la Cour suprême du Canada, peu à peu l'anglais a repris du terrain dans les institutions gouvernementales et municipales. La période de vingt années de rayonnement francophone de Montréal s'est dissipée peu à peu et cela a tout lieu d'inquiéter les défenseurs du français. Afin de rétablir la part des choses, le Parti québécois avait tenté timidement en 2013 de la renforcer. Systématiquement, les députés et sympathisants du PQ se sont faits traiter de xénophobes, voire de nazis, par leurs opposants. Quelle galère ! Solution proposée en contrepartie par le valeureux Parti libéral du Québec : rien de moins que des cours intensifs en anglais au primaire, des écoles passerelles, des discours parlementaires en anglais et un lourd silence – ô combien complice ! – face à la francophobie.

Certes, la langue des Dead Obies a mené les journalistes Mathieu Bock-Côté, Christian Rioux et Antoine Robitaille à des réflexions intéressantes. Les Tania Longpré et Renart Léveillé en ont rajouté. Même Dead Obies a senti le besoin de répliquer à ces charges médiatiques. De manière inconvenue, d'autres journalistes peu ferrés avec l'enjeu linguistique se sont invités dans le débat en raison d'une affiche publicitaire de l'arrondissement Ville-Marie disant que nous pouvions y rire en « franglais ». Même la radio-poubelle s'en est mêlé. C'est ainsi que s'est prolongée la noyade médiatique d'un sujet sensible, récupéré malicieusement par les déchets médiatiques, afin d'aggraver cette tempête… dans un verre d'eau. Car, en effet, cette histoire d'affiche publicitaire, tout comme le créole des Dead Obies, n'est au fond qu'une tempête dans un verre d'eau.

Pourquoi le hip hop proposé des Dead Obies ne peut-il être pris pour ce qu'il est, soit une œuvre artistique dont nous pourrions être fiers ? Alors qu'il est devenu le temps d'un été une bataille argumentaire dans l'interminable débat sur la langue au Québec. Allons-nous en finir un de ces jours ! Les lois 22 de 1974 et 101 de 1977 avaient pour objectif de mettre en commun une langue pour à la fois solidifier la nation québécoise et protéger la minorité anglaise, ainsi que de mettre un terme aux batailles linguistiques. Affrontements qui remontent à la Conquête de 1760 jusqu'à la crise de Saint-Léonard dans les années 1970. Son statut de conquérant faisant en sorte que la minorité anglophone a pu imposer pendant 200 ans sa volonté à la majorité francophone.

Malheureusement, notre bataille linguistique est encore un enjeu politique. Nous avons composé avec la Cour suprême du Canada, qui a miné la Charte de la langue française. Nous avons composé et composons encore avec des opposants et une francophobie qui a atteint des sommets lors de la dernière gouvernance péquiste. Nous composons aussi avec les « modernistes » défendant l'indéfendable, minimisant l'anglicisation du Québec, par de faibles arguments qui frappent pourtant très fort l'imaginaire des Québécois. Aux dires de ces « modernes », tout justifie cette soi-disant ouverture vers le monde que propose l'anglais. Quelle ouverture au juste ? Ne soyons pas dupes, car favoriser l'anglais aux dépens du français – et, incidemment, aux dépens des langues autochtones et de toutes les autres langues – comme le fait Ottawa avec sa Loi des langues officielles, n'est en définitive qu'une tour de Pise linguistique ne penchant jamais que du même bord, mettant l'anglais sur un piédestal. Comme disait Bourgault : *Quand nous défendons le français chez nous, ce sont toutes les langues du monde que nous défendons contre l'hégémonie d'une seule.* Promouvoir l'anglais en défavorisant le français ne saurait être une ouverture vers le monde, c'est en fait faire de l'ombre à sa propre culture et aux autres cultures du monde ! C'est nous diminuer plutôt que nous agrandir ! Ça, c'est vraiment inquiétant ! •••

Les timbres de la Société Saint-Jean-Baptiste



Charles-Auguste de Forbin-Janson (1785-1844)

Né à Paris et mort à Marseille il y a de cela cent-soixante-dix ans, Charles-Auguste de Forbin-Janson fut auditeur du Conseil d'État de Napoléon en 1806. Il délaissera cependant sa carrière administrative pour entrer au séminaire de Chambéry où il sera ordonné en décembre 1811. Membre co-fondateur de la congrégation des Pères de la Miséricorde, il est nommé évêque de Nancy en 1823. Il doit cependant quitter son diocèse en 1830 après la Révolution de Juillet, son palais épiscopal ayant été incendié par les insurgés. Il s'exile en Allemagne, puis en Suisse et en Italie (1830-1832) avant de revenir à Nancy. Charles-Auguste de Forbin-Janson se rendit ensuite dans plusieurs villes des États-Unis (1839-1840) puis du Canada (1840-1841) où il fit de nombreuses prédications. En septembre 1840, il fit un sermon à la cathédrale de Québec. Puis, pendant une retraite de deux semaines, grâce à son éloquence et à son sens de la théâtralité, ses prédications quotidiennes attirent de grandes foules.

À la suite de sa visite au Canada, Charles-Auguste de Forbin-Janson se porte à la défense des patriotes exilés en Australie. Le 15 août 1842, il se rend à Londres afin de plaider leur cause auprès du secrétaire d'État aux Colonies, lord Stanley. Un premier contingent de trente-huit exilés put ainsi revenir au Canada en janvier 1845. En 1944, la Société Saint-Jean-Baptiste émet un timbre à l'effigie de Charles-Auguste de Forbin-Janson pour souligner son aide aux patriotes.

Sources :
Wikipedia, Biographi.ca, Services.banq.qc.ca.

On peut se procurer les timbres de la Société et les albums à la réception.
Tél. : 514-843-8851

Société Saint-Jean-Baptiste
de Montréal

Pourquoi choisir l'assurance vie collective ***Entraide*** *?*

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide** parce que :

- C'est utile, au décès la prestation peut être versée rapidement.
- C'est facile, l'adhésion au produit est simple.
- C'est économique, le coût de l'assurance est minime.

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide** pour vous offrir aujourd'hui la protection souhaitée pour vous et les vôtres.

Choisissez l'assurance vie collective **Entraide**, une aide précieuse dans les moments difficiles.

Entraide
assurance vie

Le meilleur choix pour vous et les vôtres !

Pour nous joindre : 514-849-2233



Le nouveau chef du Bloc québécois Mario Beaulieu prendra la parole au souper conférence 2014 de la revue L'Action nationale le 24 octobre 2014 au Lion d'Or.

Un événement-bénéfice, mais aussi un événement politique !

**125$** repas, vin, taxes, service et reçu fiscal (75$) compris

AU LION D'OR
1679, rue Ontario Est
vendredi 24 octobre 2014
Les portes ouvriront à 18h

À LA BOUTIQUE INTERNET
action-nationale.qc.ca

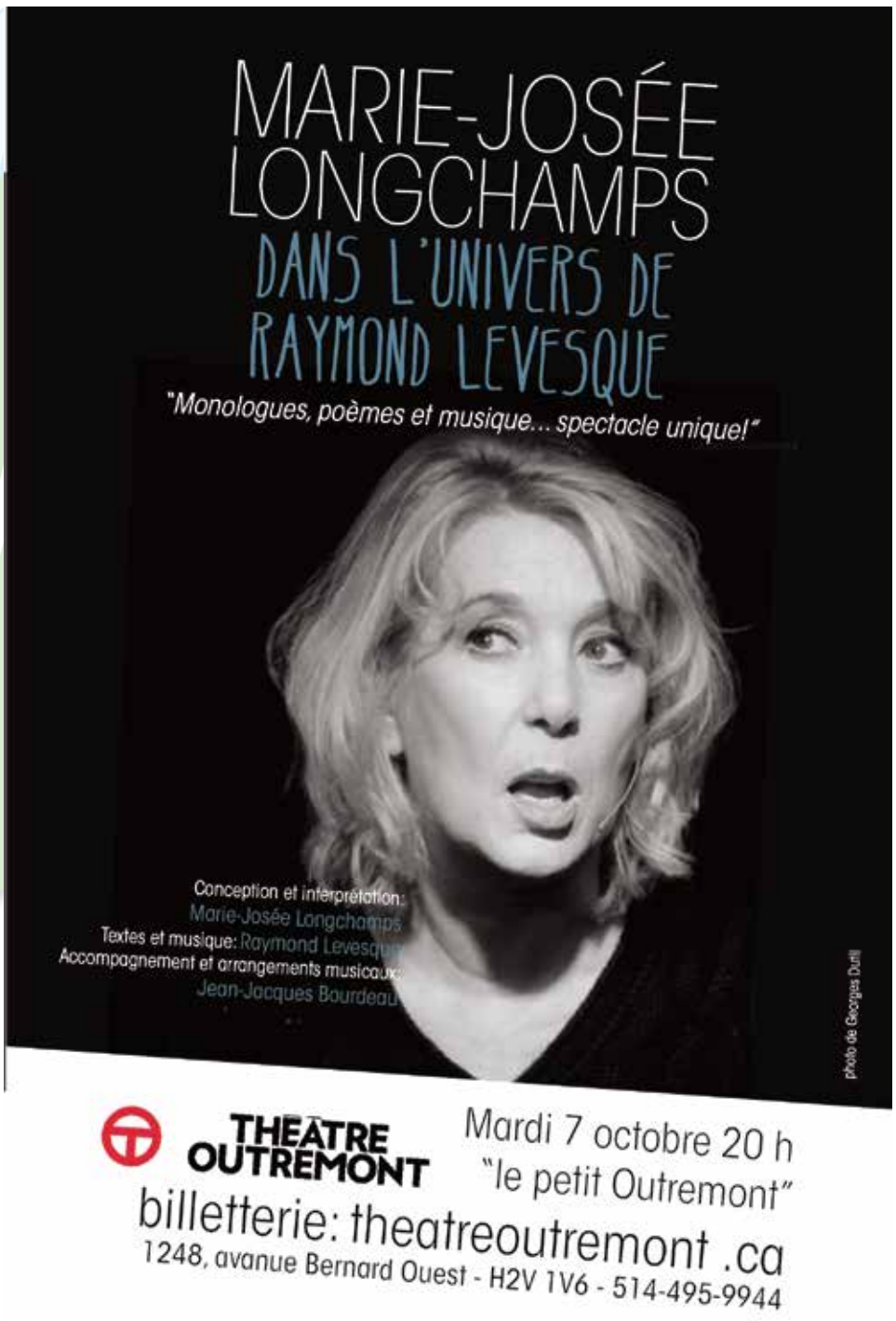
PAR TÉLÉPHONE
514-845-8533
(ou 1-866-845-8533)

PAR LA POSTE
L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest,
Montréal (Québec) H2X 1X3

Un don ou un legs testamentaire

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal remercie ceux qui, par leur don ou par leur legs testamentaire, nous aident à poursuivre encore mieux notre combat.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à madame Monique Paquette
au 514-843-8851



Le Patriote

Journal trimestriel édité par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H2X 1X3
Tél. : 514-843-8851 Téléc. : 514-844-6369

Vous avez des commentaires ?
Communiquez avec nous à journal@ssjb.com
Dépôt légal : 4e trimestre 2014.
Bibliothèque et archives nationales du Québec.

Reproduction autorisée avec mention de la source

Directeur et rédacteur en chef
Jean-Pierre Durand

Mise en page
Pierre Dagesse

Corrections des textes
Pierre Dagesse, Élaine Des Lauriers, Jean-Pierre Durand, Christian Gagnon

Ont collaboré à ce numéro
Xavier Barsalou-Duval, Didier Calmels, Élaine Des Lauriers, Michel Émery, Christian Gagnon, Maxime Laporte, Christian Rivard, Yves Saint-Denis, Pierre Schneider, Paul-François Sylvestre, Pascal Thibault, Constant Tzournavelis

Photographies et illustrations
Lorraine Bissonnette, Mathieu Breton, Jean-Daniel Cossette, Lise Chartier, Pierre Dagesse, Daniel Durocher, Daniel Gingras, Noëlla Gravel, Jocelyn Jalette, Christiane Jasmin, Olivier Jean



OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

- ❑ **Membre ordinaire** 10 $
- ❑ **Membre étudiant** 5 $
- ❑ **Membre adhérent (Service d'entraide)** 2 $
- ❑ **Membre à vie** 200 $
- ❑ **Membre à vie (60 ans et plus)** 100 $
- ❑ **Don à votre discrétion** _____ $

TOTAL _____ $

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Téléphone _____ Date de naissance _____

Courriel _____ Profession _____

Signature _____

Retourner avec votre paiement à :
SSJB, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3